

# Les statuts de la „commune“ de Zinal en 1571

Le consortage de Zinal a fait l'objet d'une publication de M. l'abbé D<sup>r</sup> I. Mariétan<sup>1</sup> : l'auteur a reproduit les statuts et règlements de la « Société de Zinal » de 1903, et il les a accompagnés d'une notice dans laquelle il compare certains articles avec les anciens statuts de 1571.

Ces statuts de 1571 sont inédits ; nous avons eu la bonne fortune de les retrouver sur un parchemin provenant de Grimentz, actuellement propriété de M. Théodule Bourguinet, à Villa/Sierre, qui a bien voulu nous autoriser à en prendre copie. Nous pensons qu'il est intéressant d'en publier le texte, de le commenter et de le compléter par quelques documents postérieurs à 1571, relatifs à cette Société de Zinal.

## 1. La „commune“ de Zinal

Le vallon de Zinal a-t-il constitué jadis une commune au sens politique moderne du terme ? Certainement non : Anniviers formait au moyen âge une seule communauté, dont le centre était Vissoie ; les quatre quartiers (Vissoie, Ayer, Grimentz et St-Luc) apparaissent bien en 1327, mais ce n'est qu'à partir de 1798 que l'on connut une division en communes politiques distinctes<sup>2</sup>.

La lecture des statuts de Zinal de 1571 montre, à n'en pas douter, qu'il s'agit d'une « corporation paysanne » purement

---

<sup>1</sup> I. Mariétan, *Le consortage de Zinal*, dans *Bulletin de la Murithienne*, fasc. LXX, Sion, 1953, pp. 52-61 (cité : Mariétan).

<sup>2</sup> *Armorial valaisan*, Zurich, 1946, p. 285, art. Vissoie.

économique, et que ses membres ne pouvaient ni n'avaient l'ambition de transformer leur association en une véritable commune bourgeoise<sup>3</sup>.

En effet, comme l'a relevé M. Mariétan, les mayens de Zinal ont toujours appartenu à des habitants de différents villages d'Anniviers, et l'article 21 des statuts de 1571 signifie bien qu'on entendait réserver ce monopole aux Anniviards : tout Anniviard propriétaire d'une certaine portion de biens à Zinal pouvait être admis comme sociétaire. De plus, Zinal ne pouvait constituer une commune permanente : il s'agit d'un village de mayens, habité quelques semaines en hiver, de la mi-décembre à fin janvier : les Anniviards viennent alors pour y fourrager le bétail avec le foin récolté l'été précédent. Au printemps, en mai et en juin, comme au début d'octobre, ils n'y sont que de passage, pour conduire le bétail à l'alpage, rentrer le foin et redescendre le troupeau<sup>4</sup>.

Zinal se trouve sur le territoire de la commune d'Ayer ; mais, de nos jours encore, le consortage empiète sur la juridiction d'Ayer ; il s'agit d'une situation juridique coutumière, qui ne repose sur aucune disposition du droit public valaisan, et qui, pourtant, ne semble jamais avoir donné lieu à une discussion entre les intéressés. La commune d'Ayer cède notamment sa juridiction sur les coupes de bois en faveur de la communauté de Zinal ; celle-ci dispose même des bois se trouvant sur des alpages appartenant à des consortages distincts de celui de Zinal<sup>5</sup>. L'origine de ce phénomène politique, qui doit être un cas unique en Valais, nous est inconnue ; il paraît peu vraisemblable que la « commune » de Zinal ait existé avant le village d'Ayer ; par contre, l'ancienne unité communale d'Anniviers pourrait expliquer des droits généraux, antérieurs à ceux d'Ayer, à moins qu'il ne s'agisse encore d'un état de fait de provenance féodale, sur lequel nous ne sommes plus renseignés.

---

<sup>3</sup> Sur la transformation des « corporations paysannes » (*Bauernzünfte*) en communes bourgeoises, voir Dr J. Bieler, *Die Bauernzünfte als Dorfrecht*, dans *Blätter aus der Walliser Geschichte*, t. IX, Fribourg, 1944, pp. 510-588 (cité : Bieler), notamment, pp. 536-540. Bieler définit la *Bauernzunft* : quant à son objet, c'est une entité corporative ; ses règlements sont des principes d'économie paysanne (p. 532). Le terme *communitas*, commune, apparaît en Valais dès le XIII<sup>e</sup> siècle (p. 519) ; les consorts s'intitulent *complices*, expression que nous retrouvons dans les statuts de Zinal de 1571, à côté des expressions : *homines dicte communitatis*, *complices*, *taillables*.

<sup>4</sup> *Le Val d'Anniviers*, avec la collaboration de Ch. Nussbaum, R. Bonvin, I. Mariétan, Vevey, 1946, p. 16.

<sup>5</sup> Communication de M<sup>e</sup> Aloys Theytaz, avocat à Sierre. — La vente des bois est régie par les statuts de Zinal de 1903 (Mariétan, art. 13, 39, 40-42, pp. 55-59). La société possède même les bois de certains mayens privés, ce qui a donné lieu et donne encore lieu à d'assez graves discussions (communication de M. Denis Melly, secrétaire communal d'Ayer).

La formation d'un consortage propre au vallon supérieur de Zinal procède sans doute de raisons géographiques, que M. Mariétan a déjà relevées : en amont de la chapelle de St-Laurent et du torrent des Misonnettes, après un seuil formé par des rochers et des forêts, s'ouvre une région qui présente une unité naturelle ; son isolement, les besoins de ses habitants saisonniers, les nécessités d'une exploitation agricole rationnelle ont imposé certaines règles de vie aux propriétaires de Zinal, et ils ont finalement codifié, en 1571, les normes économiques et juridiques indispensables à leur existence.

Peut-on assigner une date à l'apparition de ce consortage ? L'article 18 des statuts de 1571 se réfère à d'« anciennes règles » (*tenore antiquarum regularum*), d'après lesquelles celui qui ne possède qu'une fauchée de pré dans la communauté n'est pas soumis à la taille. L'article 10 mentionne également un usage ancien (*ubi olim consuetum est*) pour les parcours accessibles aux brebis et aux chèvres. Certes, la découverte de statuts rédigés antérieurement à 1571 n'aurait rien de surprenant : des *Bauernzünfte* apparaissent en Valais dès le début du XIV<sup>e</sup> siècle<sup>6</sup> ; néanmoins, lorsque nos ancêtres évoquent des « règles antiques », ils entendent souvent par là des normes purement coutumières — ce que tend à confirmer l'article 10. D'autre part, les statuts de 1571 ne mentionnent aucun écrit préalable et leur préambule les présente comme une première et sérieuse codification.

Les autres sources historiques ne permettent guère de dire à partir de quelle époque Zinal fut colonisé, ni à partir de quand des règles coutumières régirent ses habitants. Mais le nom de Zinal semble connu dès le XIII<sup>e</sup> siècle, sous la forme « Chinalz », « Chynalz » ou « Chinaul »<sup>7</sup>. Les philologues y voient la traduction du mot latin *canalem*, qui rappelle bien l'aspect de la vallée : un couloir, une vallée étroite, un chenal<sup>8</sup>. Nous ignorons si cette

<sup>6</sup> Bieler, p. 519.

<sup>7</sup> Archives de l'Etat du Valais (citées : AV), L 162, *Registrum de Annivesio*, p. 21, No 8. — Cf. à ce sujet Leo Meyer, *Untersuchungen über die Sprache von Eintisch im XIII. Jahrhundert*, Erlangen, 1914, pp. 40, 41, 85. — Sur la colonisation de Zinal à l'époque féodale, voir Dr Erasme Zufferey, *Le passé du Val d'Anniviers...*, Ambilly-Annemasse, 1927, notamment pp. 132-134, 144-149, 153, 183, 398 et 399. — Le manuscrit de cet ouvrage se trouve aux AV, fonds Tamini, No 1, 42 cahiers manuscrits ; seuls les 14 premiers cahiers ont été édités. Nous citerons les suivants : E. Zufferey, cahiers 15 à 42.

<sup>8</sup> H. Jaccard, *Essai de toponymie*, dans *Mémoires et documents publ. par la Soc. d'histoire de la Suisse romande*, 2<sup>e</sup> Série, t. VII, Lausanne, 1906, p. 534, art. Zinal. — Dans une notice inédite (AV), Leo Meyer écrit que les anciennes formes de « Chenauz, Chinal, Chenal, Chinauz et souvent Chinaz » rendent en tout point la prononciation indigène « Tsinà ou « Tsenà ». La forme « Zinal » aurait été introduite par des cartographes de langue allemande, qui ont cru rendre phonétiquement ce qu'ils avaient entendu en mettant un Z (Ts allemand) à la place du « Chi » romand, prononcé Ts. — Il est exact que la carte de Walser semble la première à mentionner Zinal, et bien sous la graphie

expression désignait uniquement le vallon de Zinal actuel ; quoi qu'il en soit, la colonisation de Zinal à l'époque féodale ne fait pas de doute, mais ses modalités ne sont pas connues.

Que savons-nous sur le nombre des membres du consortage de Zinal aux siècles passés ? M. Mariétan évalue à 90 environ les consorts actuels<sup>9</sup>. L'acte de 1571 est muet sur ce point ; toutefois, si les prud'hommes de Zinal ont cru bon de confier à une commission de sept membres la rédaction de leurs statuts, on admettra que le nombre des consorts ne devait pas être plus restreint qu'aujourd'hui. Il est regrettable que le recensement de 1798 ne fournisse aucun chiffre pour Zinal<sup>10</sup> ; mais un document des archives communales d'Ayer-Mission<sup>11</sup>, en date de 1787, affirme que 140 familles y demeuraient en hiver (*in hyeme morantur quadraginta super centum familiæ*). Ce document étant une supplique des consorts de Zinal à l'évêque de Sion, on ne saurait soupçonner les Anniviards d'avoir voulu tromper leur évêque sur leur effectif, ce qui eût été un sacrilège. Tout au plus ont-ils pu arrondir leur nombre.

## 2. Pourquoi les consorts de Zinal ont-ils rédigé leurs statuts en 1571 ?

L'année 1571 est une date marquante dans l'histoire du droit valaisan : le 23 mai, la diète arrêta le texte d'une nouvelle codification des statuts du pays ; et ce *Landrecht* devait demeurer en vigueur jusqu'à l'introduction du code civil valaisan, au XIX<sup>e</sup> siècle. Or, ces statuts faisaient expressément réserve des droits, franchises, libertés, immunités... des dizains et lieux du

---

« Zinal » (*Vallesia superior ac interior geographice representata cura et studio Gabrielis Walseri, sumptibus Hommaniorum heredum, Norimbergae, 1768, dans Atlas novus Reipublicæ Helveticæ... sumtibus Hommannianis Heredibus, Norimbergae, 1769*). Mais, d'autre part, les additions de 1708 et la traduction française de 1725 des statuts de Zinal (archives communales d'Ayer, A 13) écrivent déjà, à côté de la forme « Chinal » ou « Chijnal », « Zinna ou Zinnaz », c'est-à-dire environ 40 ans avant la déformation attribuée par L. Meyer aux cartographes germaniques.

<sup>9</sup> Mariétan, p. 61. La supposition d'Erasme Zufferey selon laquelle « presque tous les habitants de Vissoie et de Comba appartenaient à la Société de Zinal » ne nous paraît pas devoir être retenue (cahier 24, p. 35).

<sup>10</sup> Leo Meyer, *Les recensements de la population du canton du Valais, dans Travaux statistiques du canton du Valais*, Berne, 1908, p. 21.

<sup>11</sup> D 12, actes concernant la chapelle de Zinal (1787-1792), reproduits dans notre Annexe N° II.



Valais<sup>12</sup>. On comprend dès lors pourquoi tant de communes s'empressèrent, vers cette époque, de rédiger leurs « antiques » coutumes. Notre consortage suivit ainsi un vent de codification qui soufflait dans toute la vallée du Rhône, et qui ne manquait pas d'intensité dans le val d'Anniviers lui-même<sup>13</sup>. L'impulsion partait, semble-t-il, de l'évêque Hildebrand de Riedmatten, licencié en droit civil et canonique<sup>14</sup>, autour duquel gravitait une phalange importante de juristes « patriotes » qui, une fois leurs travaux législatifs terminés, n'allaient pas tarder à menacer les droits temporels de l'évêché de Sion.

Cet entraînement par l'exemple n'a pas laissé de trace visible dans le préambule des statuts de Zinal. La comparaison de son texte avec les règlements contemporains des autres villages révélerait sans doute des emprunts ; mais nous attendons encore une étude définitive sur ces documents juridiques.

Notre règlement fournit comme suit la *ratio legis* : « les probes hommes... ont fait et établi à perpétuité, par les présentes, les constitutions, règles, etc., pour l'utilité et le maintien de leur communauté... vu et attendu les dommages causés par la dévastation des biens tant communs que privés, des forêts et des possessions, à la suite d'irrégularités et d'inconvenances de certains gens ».

Le contenu des statuts signale les abus auxquels on voulait parer : il s'agissait d'une exploitation abusive des forêts et des parcours. En définitive, la rédaction des coutumes servit de prétexte pour mettre sur pied un règlement de police, dont on ignore jusqu'à quel point il était coutumier jusque-là.

A côté de cet objectif principal, et d'ailleurs selon le modèle de toutes les *Bauernzünfte* valaisannes, nos statuts se présentent comme une alliance défensive assurant l'ordre à l'intérieur, et la protection contre toute pression extérieure<sup>15</sup>. Il s'agissait bien de maintenir l'intégrité de la petite communauté : la plupart des articles obligent les consorts à une attitude correcte, d'autres semblent écarter de la communauté les gens qui ne seraient pas originaires d'Anniviers (art. 4), ou qui n'auraient pas la qualité de membres (art. 16 et 17)<sup>16</sup>.

---

<sup>12</sup> A. Heusler, *Rechtsquellen des Kantons Wallis*, tiré à part de la *Zeitschrift f. schw. Recht*, N. F., VII-IX, Bâle, 1890, p. 340.

<sup>13</sup> *Ibid.*, pp. 99-122. — Pour Anniviers, cf. E. Zufferey, cahier 18, pp. 9 et suiv. (règlement des Phras, vers 1557), pp. 11 et suiv. (règlement de Grimentz, 1571), et cahier 19, pp. 5 et suiv. (règlement de Vissoie, 1571).

<sup>14</sup> G. Ghika, *La fin de l'Etat corporatif en Valais...*, Sion, 1947, p. 90.

<sup>15</sup> Bielander, pp. 535 et 543.

<sup>16</sup> L'article 2 des statuts de 1903 (Mariétan, p. 53) exige, pour être membre actif de la société, qu'on soit ressortissant de l'une des 5 communes d'Anniviers.

Ajoutons que ce n'est pas un pur hasard si les statuts de Zinal ont été rédigés à Vissoie, en date du 8 décembre 1571 : ce 8 décembre, fête de l'Immaculée Conception de la Sainte Vierge Marie, tombait un samedi cette année-là. Comme cette fête était chômée en Valais dès le moyen âge, les consorts de Zinal disposaient ainsi, s'il le fallait, de deux jours pour leurs délibérations. De plus, ils pouvaient adopter un règlement de police avant leur « déménagement » vers Zinal, qui s'opère précisément à la mi-décembre, et peut-être un peu plus tôt au XVI<sup>e</sup> siècle, puisque l'on suivait encore en ce temps le calendrier julien, en retard de 13 jours sur le calendrier actuel dit grégorien.

### 3. Les auteurs des statuts de Zinal

#### Forme des statuts

Le notaire impérial Jean Savioz<sup>17</sup>, juré de toutes les cours du Valais, déclare à la fin de l'acte des statuts, « qu'il a assisté à son élaboration, l'a vu et entendu faire, l'a reçu, en a tiré la grosse, qu'il l'a signée de son signet habituel, à Vissoie, sur le cimetière de l'église d'Anniviers, le 8 décembre 1571 ».

Par cette formule modeste, le notaire ne revendique guère de droits d'auteur ; et il ne nous est pas possible de mesurer ses mérites comme rédacteur.

Le préambule expose comme suit l'élaboration de la charte : les « probes hommes de la commune de Chinal » ont assigné les consorts sur le cimetière de l'église de la vallée d'Anniviers ; puis, ayant obtenu l'approbation et le consentement de la plupart des autres hommes de la dite commune, ils ont élu sept probes hommes<sup>18</sup> et leur ont donné mandat de rédiger les statuts.

Cette commission de sept membres se réunit ; ils établirent ces statuts « pour eux et pour leurs successeurs, en pleine connaissance de cause et librement ». Puis les consorts de Zinal, « assemblés en nombre tel que presque aucun des taillables ne manquait », donnèrent leur approbation et leur consentement, en leur nom et en celui des absents, pour l'adhésion desquels ils se portèrent forts.

---

<sup>17</sup> Sur ce notaire, voir notre Annexe No I, notes 2 et 19.

<sup>18</sup> Sur ces 7 probes hommes, voir notre Annexe No I, notes 1 à 7. — On observera qu'il y a parmi eux un vice-châtelain, un sautier et un futur banneret. Il s'agissait donc d'hommes ayant rempli des charges publiques et, sans doute, d'hommes d'expérience.

Le texte laisse bien entendre que tout s'est passé au même lieu, et le même jour : l'approbation donnée par l'assemblée du consortage à la désignation du comité des sept, la rédaction et l'acceptation des statuts. Cela suppose, de toute évidence, qu'un projet avait dû être mûri au préalable et qu'il ne soulevait pratiquement plus d'opposition, ou bien que la personnalité des rédacteurs dissipa les résistances possibles <sup>19</sup>.

Qu'entendait-on par *probi homines*, par ces prud'hommes <sup>20</sup> qui jouaient un tel rôle dans la législation de nos communes ? M. J. Graven nous l'explique : « lorsqu'il s'agissait de la réunion d'un secteur restreint, tous les hommes de la communauté se rencontraient en une sorte de *Landsgemeinde*, le plus souvent sur le cimetière même, comme pour bien marquer les correspondances unissant les morts aux vivants et la terre au ciel et pour affirmer la valeur d'une action politique traditionnelle et mûrissant les vertus du passé ; sous la direction des majors et syndics, l'assemblée approuvait à mains levées, souvent à l'unanimité. Pour les questions un peu plus complexes, elles n'y recevaient que leur consécration ; s'il fallait élaborer un texte constitutionnel, contrôler ou fixer l'authenticité du droit coutumier, on réunissait au préalable, dans une maison particulière, une véritable commission d'hommes les plus sages, les plus considérés, les plus doués de l'expérience et de la science des lois (presque toujours d'anciens magistrats), qui préparaient et rédigeaient dans le recueillement les articles à soumettre au suffrage populaire. Il était alors donné lecture ouverte de la charte, que les paroissiens et leurs autorités s'obligeaient par serment à respecter. <sup>21</sup> »

Cet exposé s'applique trait pour trait à ce qui s'est passé à Vissoie en 1571. Quant à l'assermentation, elle est mentionnée dans la formule finale de notre charte : elle rappelle que les prud'hommes ont arrêté le texte, tel qu'il est écrit, mot pour mot, et qu'ensuite les hommes de la « commune » se sont engagés à se soumettre aux dits arrêts et statuts par serment corporel (c'est-à-dire à main levée), pour eux, pour les absents — pour

<sup>19</sup> Sur la rédaction des *Bauernzünfte*, cf. Bieler, pp. 542 et 575 note 4. — C'est également une commission de 7 membres (le président, le secrétaire, les prud'hommes, les procureurs et un adjoint du consortage) qui reçoivent mandat d'établir le règlement de 1903 (Statuts et règlements homologués par le Conseil d'Etat, Département de l'Intérieur de l'Etat du Valais, vol. 6, N° 37).

<sup>20</sup> Les statuts actuels (Mariétan, pp. 54-60) appellent « prud'hommes » deux membres du conseil d'administration qui assistent le président et le secrétaire (art. 4), élus pour 2 ans par les sociétaires, et dont les attributions sont précisées aux art. 8, 10, 11, 19, 23, 37, 41, 46, 48. — On peut toutefois se demander si les *probi homines* de 1571 n'étaient pas l'ensemble des organes administratifs du consortage, à l'exception des gardes.

<sup>21</sup> J. Graven, *Essai sur l'évolution du droit pénal valaisan...*, Lausanne, 1927, pp. 41 et 55.

lesquels ils se portent garants — et pour leurs héritiers et successeurs, et s'en considèrent comme responsables sur tous leurs biens de toute nature.

On pourrait s'étonner, quant à la forme, que les auteurs de nos statuts n'aient aucunement réservé l'approbation de la diète valaisanne, ni de l'évêque de Sion, seigneur du lieu ; ceci d'autant plus qu'ils s'arrogeaient un pouvoir législatif, débordant en certains points sur ce que nous appelons le droit public et pénal.

Mais il faut se souvenir que cela se passait sous un évêque qui, bien que juriste, était de caractère faible<sup>22</sup>. Quant à la diète, organe des communes souveraines, elle n'entendait aucunement déroger aux coutumes locales. Les communes, politiquement émancipées, formaient de véritables Etats dans l'Etat, qui se donnaient des lois propres : les paroissiens, par la force même des choses, se réunissaient pour traiter de la sauvegarde de leurs intérêts locaux, pour choisir le mode de leur gouvernement interne et pour édicter des règlements, des *Bauernzünfte*<sup>23</sup>. Sous l'ancien régime, dans les VII dizains souverains du Haut-Valais, on n'attendait plus de concessions de franchises ni de confirmation de la part d'un seigneur ; c'était plutôt le devoir de l'évêque de jurer de les respecter lors de son intronisation ; ainsi, une homologation formelle des coutumes n'avait guère de sens<sup>24</sup>.

Rappelons pour terminer que ces statuts sont conclus à perpétuité, selon les termes du préambule, et conformément à l'usage valaisan<sup>25</sup>. Ils s'intitulent eux-mêmes « constitutions, règles, arrêtés, bans à perpétuité »<sup>26</sup>. Ils sont rédigés en langue latine, excepté certains termes locaux transcrits en langue romane. Le notaire indique qu'il a reçu mandat d'en dresser un acte public (l'acte sur parchemin) et qu'il pourra en délivrer plusieurs expéditions si besoin est. Quant aux trois témoins, le premier est un ancien sautier d'Anniviers, le deuxième est de Grimentz, et le troisième, probablement un Anniviard, mais son origine précise n'est pas indiquée<sup>27</sup>.

---

<sup>22</sup> G. Ghika, *op. cit.*, p. 90.

<sup>23</sup> J. Graven, *op. cit.*, p. 52.

<sup>24</sup> Les statuts actuels de Zinal sont homologués par le Conseil d'Etat en conformité de l'art. 66 de la loi d'application du code civil suisse du 15 mai 1912 (qui prévoit cette formalité pour les consortages désireux d'acquérir la personnalité juridique) ; ils attestent néanmoins la survivance, en Valais, d'une autonomie régionale considérable. — A remarquer que les statuts de la montagne du Preilet/Evolène, en date des 23-30 novembre 1738, ont été munis du sceau de l'évêque J.-J. Blatter et de celui de J.-F.-J. Udret, châtelain et major d'Hérens (traduction de 1830, dans un vol. relié manuscrit, 17/21 cm., propriété de M. J. Maître, instituteur à Evolène).

<sup>25</sup> Bielandier, p. 543.

<sup>26</sup> Sur les titres et la forme des *Bauernzünfte*, *ibid.*, pp. 541-534. — L'acte de 1903 s'intitule « Règlements et statuts ».

<sup>27</sup> Sur ce personnage, voir notre Annexe No I, notes 16, 17 et 18.

## 4. Le contenu des statuts de Zinal

Les statuts de 1571 comportent 23 articles ; mais la clause finale constitue en somme un 24<sup>e</sup> article, relatif à la révision éventuelle du règlement. Selon la mode en usage dans les *Bauernzünfte* ou dans les franchises, les articles sont juxtaposés sans beaucoup d'ordre, au hasard de l'inspiration des auteurs. Nous tenterons de les examiner dans une suite un peu plus logique.

### a) Le territoire du consortage ; son économie.

A la différence des statuts modernes, qui s'empressent de délimiter territorialement le consortage de Zinal<sup>28</sup>, le texte de 1571 suppose que les limites sont suffisamment connues et ne les énonce même pas. Il leur reconnaît toutefois une sérieuse importance : l'art. 2 interdit de sortir les litières « hors de la dite communauté », et il en va de même pour le bois (art. 3 et 23), pour la chaux (art. 15 et 16). Les articles 5 à 9, 10 à 13, 17, 18 et 20 relatifs aux parcours et aux prés n'en indiquent nullement l'étendue. L'art. 21, concernant l'acquisition de biens sur le territoire du consortage, suppose également ses limites bien connues. On observera que le terme *communitas* prend souvent un sens purement territorial dans notre acte (art. 2, 18, 20 et 21). Le seul lieudit mentionné se trouve à l'art. 19 : c'est le fond du pré du Schappey (sans doute le Chapec actuel, sur la rive gauche de la Navisence, à mi-chemin entre Zinal et Pralong), qui joue le rôle inattendu de cadran-solaire ou de réveil-matin pour les manœuvres.

La communauté de Zinal est ainsi un territoire sur lequel vit temporairement une organisation d'Anniviards, dont la vie est essentiellement pastorale. Nous avons tenté plus haut de connaître l'effectif des consorts : ils sont sans doute plus de cent familles. Les statuts de 1571 nous les dépeignent portant des charges de litière sur la tête ; ils alpent et désalpent les bovins, châtrent des taureaux, poussent leurs chevaux, mulets, ânes, moutons, chèvres et porcs. Ils achètent parfois des biens ou arrondissent ceux qu'ils possèdent sur le consortage ; ils construisent des chalets en bois et utilisent la chaux pour les murs. Ils ont une chapelle dédiée à S. Barthélemy, et c'est là peut-être, ou à Vissoie, qu'ils se réunissent à la Ste-Madeleine (22 juillet) pour fixer les bans. Ils sont tentés de travailler ou de vendre du bois et de la chaux au profit de « forains », c'est-à-dire de gens étrangers à la vallée ou au consortage. Il est douteux qu'ils

---

<sup>28</sup> Mariétan, p. 53, art. 1. — Pour les parcours, cf. l'art. 31, et pour les forêts, l'art. 42 de 1903.

dussent s'acquitter d'une taille (imposition), mais ils devaient se prêter à des corvées ou manœuvres en faveur du consortage. Ils viennent hiverner, pâturent quelques jours au printemps, quelques jours en été au temps de la fenaison ; ils ont avec eux, à ce moment, des chevalins qui peuvent causer certains dégâts. Ils sont encore à Zinal quelques jours en automne, et c'est à cette saison qu'ils doivent faire provision de bois vert ou sec, que les mules emporteront sur le bât ou traîneront derrière elles.

La nature des biens-fonds se trouvant sur le territoire du consortage n'est pas indiquée avec netteté. Les alpages, mentionnés à l'art 5, paraissent en dehors de la réglementation de Zinal, et ce même article marque les rapports entre les parcours et les « montagnes ». Il existe des propriétés privées (*bonorum privatorum*, dit le préambule) : il s'agit vraisemblablement d'habitations et de prés. Les biens communs sont assez étendus : la chapelle doit en être. Viennent ensuite les chemins, les pierres à chaux, accompagnées d'un four qui doit brûler une quantité prodigieuse de bois, les forêts avec leur précieuse litière, les parcours, appelés dans le texte latin *pascua*, *bona communia dicte communitatis* et, dans la traduction du 31 mai 1725<sup>29</sup>, « pastiers, pâturages ou herbes communes, biens communs de la dite communauté » (art. 5 à 10) : ils peuvent être utilisés quelques jours au printemps, en été et en automne ; certains d'entre eux sont réservés, selon un ancien usage, ou selon leur nature même, aux moutons et aux chèvres : ils se trouvent au-delà des pâquis communs accessibles aux bovins (art. 10). Les art. 11 à 13 distinguent encore les « prés de la communauté » (*prata*), qui sont bannisés de fin avril au début d'octobre ; il est improbable que ces derniers relevaient d'une exploitation commune, en dépit de l'expression « prés de la communauté » : car l'art. 18 suppose expressément la propriété privée, pour les membres, d'une surface minimum de prés. Mais avant la fin d'avril et après le début d'octobre (ancien style), les troupeaux devaient brouter en commun et indistinctement « la première herbe de printemps et la dernière herbe d'automne » sur tous les pâturages de la vallée.

## b) Acquisition de la qualité de membre ; avantages et charges.

Pour être « taillé », c'est-à-dire pour être communier de Zinal, il faut, selon l'article 18, posséder une fauchée de pré dans les limites de la communauté, et ce en vertu d'anciennes règles<sup>30</sup>.

<sup>29</sup> Archives communales d'Ayer-Mission, A 13 (copie aux AV).

<sup>30</sup> Sur la « fauchée », voir notre Annexe No I, note 14. — La version française de 1725 traduit expressément : « si quelqu'un n'avait qu'une seitoré de pré rière la dite communauté, il ne doit être réputé pour communier ». Les statuts de 1903 exigent avec plus de précision 900 toises de pré fauchable, mais c'est sans doute ce que signifiaient déjà les anciens statuts (Mariétan, p. 53, art. 2). — Sur le terme « taille », voir notre note ci-après No 37.

L'article 21 de 1571 pose implicitement une autre condition : pour être consort, il faut être bourgeois d'Anniviers<sup>31</sup>. Il en résulte que le mode normal pour devenir communier est l'héritage ou, à défaut, l'obtention d'une surface déterminée de pré, à condition toutefois de se présenter, dans ce dernier cas, devant le consortage<sup>32</sup>.

Une fois agréé, le consort peut participer aux assemblées, qui ont lieu au moins une fois par année, pour fixer les bans (art. 1 et 14). Il peut utiliser sur place le bois et les litières (art. 2, 3, 9, 23), faire la chaux strictement nécessaire (art. 15, 16), et bénéficier des parcours dans les limites prescrites (art. 5, 7, 8, 10).

L'assistance aux assemblées est même une obligation pour les consorts (art. 1), qui doivent accepter les décisions de la majorité des  $\frac{2}{3}$  (art. 22). Ils doivent se soumettre à toutes les règles prévues par les statuts, sous peine d'amende, notamment ne pas faire de travail pour des gens qui ne seraient pas Anniviards<sup>33</sup>.

Aucune règle, en 1571, n'impose aux membres l'obligation d'accepter une fonction administrative dans le consortage ; c'est sans doute que ces postes trouvaient facilement preneur, sauf celui de garde<sup>34</sup>. Les corvées, au contraire, ne devaient pas sou-

<sup>31</sup> « Lorsqu'un Anniviard (*aliquis Annivisiensium*) achètera des biens sur la dite communauté, et y viendra nouvellement, c'est-à-dire s'il n'y avait rien auparavant, il doit se présenter à la dite communauté ou aux taillables, avant de jouir des biens qu'il a acquis, sous peine d'un ban de 10 sous. »

<sup>32</sup> Dans les statuts de 1903, ce sont les deux prud'hommes qui sont chargés de recevoir ces demandes, d'arpenter les prés, de percevoir la taxe d'agrégation et de veiller aux ventes et partages (art. 10, 11, 18, 20, 46, 48, Mariétan, pp. 54-60). On ne voit pas que l'assemblée ait à intervenir en la matière. — Les statuts de 1571 ne mentionnent aucune finance d'entrée. — Quant à la règle de l'art. 20, al. 2, de 1903, prévoyant la possibilité d'admettre les veuves et les filles comme membres actifs du consortage, elle procède d'une coutume générale, sans doute fort ancienne (cf. E. Bruttin, *Essai sur le statut juridique des consortages d'alpages valaisans*, Sion, 1931, p. 76). — Observons encore que les statuts de 1903 posent une condition d'âge (18 ans) qui ne devait pas exister aux siècles passés (Mariétan, p. 53, art. 2).

<sup>33</sup> Sur le terme « taschoz » « tatzö », cf. notre Annexe N° I, note 10. — Le texte de 1571 porte : « *nemo talliabilium nec comparticipantium accipiat nullum taschoz* » et la traduction de 1725 : « qu'aucun des communiens ou comparticipants de la dite communauté n'entreprenne de faire aucun tatzö rièrè la dite communauté pour des gens dehors de la vallée ». On ne retrouve plus d'interdiction de ce genre dans les statuts de 1903. Cette défense ne trouve pas d'explication évidente dans les anciens statuts ; elle doit provenir des rivalités entre Anniviards et propriétaires d'alpages étrangers à la vallée (cf. notre note ci-après N° 56), rivalité qui se révèle dans les compétences des gardes (cf. notre note N° 46 ci-après).

<sup>34</sup> Article 17 : « On a établi que les taillables de la dite communauté doivent établir et instituer des gardes... ». — L'art 4 de 1903 rend obligatoires pendant 2 ans les fonctions administratives. Comparer encore les articles 7 et 20 (Mariétan, pp. 54 et 56).

lever un élan civique unanime, car les statuts du XVI<sup>e</sup> siècle les rendent déjà obligatoires, sous peine d'amende, pour tout « chef de maison », le 25 août. Chacun doit y venir au lieu et à l'heure fixés<sup>35</sup>.

Enfin, les consorts étaient soumis, selon l'art. 18 de 1571, à une taille, sur laquelle nous ne sommes pas renseignés. Le terme « taille » ne semble pas coïncider avec la finance d'entrée prévue par les statuts actuels<sup>36</sup>. S'agissait-il alors d'une perception fixe, ou prélevée en cas de nécessité ? Quoi qu'il en soit, l'emploi fréquent du mot *tailliabilis*, dans l'acte de 1571, pour désigner les consorts, semble dénoter qu'il s'agissait d'une obligation importante pour les membres ; nous croyons qu'on pourrait y voir une expression signifiant les corvées. Mais en tout cas, les « taillables » de Zinal ne devaient pas constituer une classe sociale d'origine féodale<sup>37</sup>.

<sup>35</sup> Article 19 : « Tous les taillables de la communauté, à savoir le chef de chaque maison, doivent venir travailler dans la dite communauté le lendemain de la St-Barthélemy ; ce jour-là, chaque taillable doit se trouver devant la chapelle St-Barthélemy, le matin, lorsque le soleil touchera de ses rayons le fond du pré du Schappey ; celui qui ne se trouvera pas au moment voulu ne sera pas admis, sera tenu pour manquant, et tout absent sera amendé de 3 sous. » — Comparer les art. 15 à 18 de 1903 (Mariétan, pp. 55-56). — Sur l'état actuel du mayen du Chapeç, *ibid.*, p. 61 ; l'heure indiquée serait environ 7 heures 30.

<sup>36</sup> Articles 20 et 46 de 1903 (Mariétan, pp. 56 et 60).

<sup>37</sup> La traduction de 1725 évite soigneusement de rendre *tailliabilis* du texte de 1571 par « taillable », et le remplace par « communier ». De même, l'art. 18 traduit *talliari* par « être réputé pour communier ». Il se pourrait qu'entre 1571 et 1725 on ait cessé de prélever des tailles, ou encore qu'on ait voulu éviter, au XVIII<sup>e</sup> siècle, un terme évoquant une condition féodale quasi servile, et dont on ne comprenait plus le véritable sens.

Les écrits d'E. Zufferey ne nous renseignent pas complètement sur la situation de Zinal à l'époque féodale. Toutefois, s'il y avait eu un rachat de tailles (au sens féodal) dans la région, au XVI<sup>e</sup> siècle, les archives locales en auraient conservé un acte, ce qui paraît ne pas être le cas.

L'article 16 de 1571 distingue bien à Zinal les taillables des non taillables, mais on ne saurait voir en cela la preuve de l'existence de deux classes sociales : on y oppose simplement les gens qui font partie du consortage à ceux qui n'en sont pas. Quant aux articles 16, 17 et 19, ils assimilent parfaitement les taillables à la communauté. Ajoutons que cette expression revient dans d'autres règlements communaux de l'époque (E. Zufferey, cahier 18, pp. 9 et suiv., cahier 19, pp. 6-9, 11-13, et cahier 20, p. 30).

Certes, il existait, tant dans le Haut que dans le Bas-Valais, des gens de condition taillable (cf. notamment Heusler, *op. cit.*, p. 483, *Thalberige*, avec plusieurs renvois, et p. 105, parag. 14, pour Loèche). E. Zufferey en signale en Anniviers : en 1603 encore, le fief Daval, qui dépendait des Rarogne, était reconnu comme taillable à miséricorde (cahier 21, p. 9). — Cf. encore archives communales de St-Luc, D 1 et H 2. — Sur les taillables du Bas-Valais, voir en outre P.-A. Grenat, *Histoire moderne du Valais*, Genève, 1904, p. 371, art. 20 et p. 464 ; *Loi valaisanne du 30 mai 1803 sur le rachat des dîmes et des droits féodaux*, dans *Constitutions et Lois de la République du Valais*, 1<sup>er</sup> vol., 2<sup>e</sup> édit., Sion, 1844, p. 154. — Dans le Val d'Hérens, à Vex, en 1806, le chapitre de Sion renonce aux tailles (AV, archives communales de Vex,



### c) Organisation du consortage de Zinal.

1) *L'assemblée générale des consorts* est réglée par les articles 1, 14 et 22 des statuts de 1571. Ce sont les procureurs qui la convoquent chaque fois qu'il y a une affaire à traiter (art. 1). Les hommes de la communauté ont l'obligation de comparaître immédiatement, sauf empêchement majeur ; les absents non excusés encourent une amende de 3 sous, et doivent encore tenir pour valable ce que les membres présents ont décidé en leur absence.

p. 184). Il n'y aurait donc rien d'in vraisemblable à ce qu'il y ait eu des fiefs épiscopaux taillables dans le Val d'Anniviers également.

On sait que les droits de mainmorte, de *spolium* et les fiefs-liges épiscopaux donnèrent lieu à de sérieux conflits à la fin du XVI<sup>e</sup> et au XVII<sup>e</sup> siècles entre les princes-évêques et les patriotes valaisans, qui les estimaient incompatibles avec leur liberté (cf. notre ouvrage, *La fin de l'Etat corporatif*, pp. 84, 88, 89, 93, 94, 97, 110, 120, 123, 126, 130, et notre article *Contestations du Clergé et des Patriotes...*, dans *Vallesia*, t. V, 1950, pp. 206-214). Le *Landrecht* de 1571 (Heusler, *op. cit.*, pp. 320-323, chap. CXIII, CXIX, CXXIV) oppose simplement les fiefs-liges et taillables aux fiefs nobles. Les fiefs comportant la taille semblent donc bien se classer parmi les fiefs-liges ; quand les patriotes réclamaient l'abolition de cérémonies odieuses, ils ne parlaient que des fiefs-liges, mais certains d'entre eux étaient soumis à la taille. Taillable signifiait au moyen âge que l'on n'était pas noble, mais n'impliquait pas nécessairement la privation de liberté (cf. H. Regnault, *Manuel d'histoire du droit français*, Paris, 1942, p. 114). Il n'en reste pas moins que la susceptibilité des « francs-patriotes » peut expliquer la disparition du terme « taillable » dans la traduction des statuts de Zinal au XVIII<sup>e</sup> siècle.

Pourtant, nous pensons que, dans le texte de 1571, « taille » revêtait une acception toute différente de celle que nous venons d'indiquer. Du Cange (*Glossarium mediæ et infimæ latinitatis...*, t. VI, Paris, 1846, p. 498, col. 1) remarque déjà : « *tallia etiam imponebatur ab ipsis civitatibus seu burgensibus ad exsolvenda debita communia* » (XIII<sup>e</sup> siècle) ; nous retrouvons à Genève des tailles imposées par la communauté en 1291 (P.-E. Martin, art. Genève, dans *Dictionnaire hist. et biog. de la Suisse*, t. 3, Neuchâtel, 1926, p. 357). En Valais, l'évêque prélève une taille, en 1217, à l'occasion d'un marché (H. Evéquoz, *Essai sur l'histoire et l'organisation communale de la ville de Sion*, dans *Annales valaisannes*, 1<sup>re</sup> série, 1925, p. 48). A Oberems, en 1548, nous retrouvons l'expression « *jeder Bewohner telle 2 lib. an die Gemeinde* » (archives communales d'Oberems, B 3 ; cf. C 4, où « *tellen* » a nettement le sens d'une contribution). Cf. aussi Leo Meyer, *Das Turtmannthal*, dans *Jahrbuch des Schweizer Alpenclub*, 1923, p. 294 : en 1612, une taille est prélevée par les procureurs sur les biens-fonds, les alpes, le bétail, à la suite de frais de guerre, en 1610. — Cf. encore archives communales de Loèche-les-Bains, C 6. — Dans le même sens, le Tribunal cantonal valaisan, siégeant comme cour civile, le 22 septembre 1921, dans le procès entre la commune et bourgeoisie de Bagnes et le consortage de La Chaux, a admis que la « taille » payée de tout temps par le dit alpage à la commune, si elle ne peut être assimilée à un impôt, « n'est pas une redevance féodale, quoique son nom pourrait le faire croire ».

Il paraît donc plausible que les statuts de Zinal, en 1571, entendent par « taille » une contribution en argent ou en travail en faveur de la communauté, sur la nature de laquelle nous ne sommes pas exactement renseignés. Les taillables sont donc ce que nous appellerions les contribuables, et, en tout cas, les membres du consortage.

Ce paragraphe vise en fait les assemblées extraordinaires, car c'est l'article 14 qui prévoit une assemblée annuelle ordinaire, le dimanche qui suit la fête de Ste Marie-Madeleine (22 juillet)<sup>38</sup>.

Ces deux textes indiquent que l'assemblée était compétente pour prendre toutes décisions importantes, notamment pour fixer les bans des parcours. C'est vraisemblablement devant elle que devaient se présenter les nouveaux membres du consortage, à teneur de l'article 21<sup>39</sup>.

Les décisions se prenaient à la majorité qualifiée des deux tiers des membres présents (art. 1), en vertu de l'article 22<sup>40</sup>. Cette règle de la majorité des  $\frac{2}{3}$  est assez fréquente en Valais à l'époque<sup>41</sup>. Toutefois, pour modifier les statuts, la clause finale prévoit la règle de l'unanimité, et c'est cette règle que l'on affirme avoir appliquée pour l'établissement des statuts de 1571<sup>42</sup>.

Comme de nos jours, l'assemblée élisait sans doute l'administration : l'article 17 dit, en effet, que les communiens doivent désigner des gardes<sup>43</sup> ; pour la nomination des procureurs, par contre, aucune précision n'est fournie.

<sup>38</sup> « Les procureurs de la communauté sont tenus d'assigner les hommes de la dite communauté le dimanche qui suit la fête de la Ste-Marie-Madeleine, pour fixer le ban selon le temps. » — La traduction de 1725 précise : « ils imposeront le temps des bans des biens communaux ». — On tenait compte, sans doute, du temps pluvieux, qui pouvait faire durer les récoltes de foin, ainsi que de la date de l'inalpe et de la désalpe. — De nos jours, l'assemblée annuelle se tient à Vissoie, en juin (Mariétan, pp. 55 et 58, art. 15 et 38) ; elle fixe la levée des bans des parcours (« *débandia* ») et leur clôture. — Sur la présidence de l'assemblée, voir les statuts de 1903, art. 8 et 24 ; sur le mode de convocation, l'art. 25 ; sur le secrétariat, art. 9. C'est l'assemblée qui nomme l'administration (art. 4 et 12). Les comptes sont rendus et approuvés le jour des manœuvres, à la chapelle de Zinal (art. 22) (Mariétan, pp. 54-57).

On observera que, selon les statuts de 1571, ce sont les *probi homines* qui ont convoqué l'assemblée exceptionnelle en vue de rédiger cet acte.

<sup>39</sup> Voir notre note No 31 ci-dessus.

<sup>40</sup> « On a établi que, pour les choses ci-dessus, et en vertu de ce qui a été dit, si les deux tiers des hommes de la dite communauté sont unanimes pour faire quelque chose, l'autre tiers doit y consentir, et il pourra y être contraint. »

<sup>41</sup> Cf. Bieler, p. 567. — L'art. 4, al. 2, actuel (Mariétan, p. 54) se contente de la majorité des sociétaires dûment convoqués et présents, pour les élections ; il en va de même pour approuver les comptes (art. 22, p. 56).

<sup>42</sup> Le préambule des statuts de 1571 porte : « les probes hommes... agissant avec l'approbation et le consentement de la plupart des autres hommes... réunis de telle sorte que presque aucun des taillables ne manquait, présents... approuvant en leur nom et en celui des absents pour lesquels ils se sont portés forts, au nom de leur communauté, unanimes... ». La clause finale précise : on n'y contreviendra pas, « à moins que les hommes de toute la communauté unanimes ne veuillent, à l'avenir, y ajouter ou retrancher, selon les circonstances de temps, et pour autant qu'ils seront unanimes ».

L'art. 49 actuel (Mariétan, p. 60) se contente à cet effet de la majorité absolue des voix des sociétaires ayant droit de voter et régulièrement convoqués. — Cf. E. Bruttin, *op. cit.*, p. 65.

<sup>43</sup> Voir nos notes No 34 et 46.

2) *Les procureurs*, dans les statuts de 1571, n'apparaissent guère que pour la convocation des assemblées générales, dont ils sont responsables (art. 1 et 14). Rien ne laisse voir si, comme de nos jours, ils percevaient les amendes et l'argent résultant de la vente du bois ; toutefois, l'article 23 nous les montre visitant les plantes que l'on mène à la scie, ainsi que le bois qu'on en ramène <sup>44</sup>.

Il est assez probable que le terme de « procureurs » avait un sens plus étendu en 1571 que de nos jours, et qu'il fallait entendre par là également tout le conseil d'administration (président, secrétaire, etc.), à moins que l'expression *probi homines* du préambule ne désigne l'ensemble de ce conseil, et que les procureurs n'aient eu, au XVI<sup>e</sup> siècle déjà, des fonctions plus spécialisées <sup>45</sup>.

3) *Les gardes*, à teneur de l'article 17, ont des compétences restreintes en 1571 : leur unique tâche indiquée consiste à saisir les pièces de bétail paissant indûment sur le territoire du consortage <sup>46</sup>.

#### d) Police de la communauté.

La plupart des règles posées par les statuts de 1571 sont des prescriptions de police ayant pour but, comme il est dit dans le préambule, d'éviter qu'on ne dévaste les biens « tant communs que privés, forêts et possessions ».

##### 1) *Les forêts*.

Quatre articles des statuts de 1571 concernent les forêts ou les coupes de bois. L'idée dominante est qu'on ne doit exploiter

---

<sup>44</sup> La société dispose aujourd'hui d'un conseil d'administration composé d'un président, d'un secrétaire et de deux prud'hommes (art. 4, Mariétan, p. 54). Ce conseil est encore assisté par deux procureurs (art. 5) ; outre leurs compétences en tant que membres de ce conseil, ils doivent veiller à la recouvre des ventes de bois et des amendes, surveiller les biens-fonds et rendre des comptes annuels (art. 21). — Sur les procureurs, en Valais, cf. Bieler, pp. 567-570.

<sup>45</sup> Sur les prud'hommes dans les statuts actuels, cf. notre note N° 20 ci-dessus. — Il va sans dire que la commission des sept prud'hommes chargés de rédiger les statuts n'était nullement un organe stable.

<sup>46</sup> « Ils devront prendre et saisir les animaux appartenant à ceux qui ne sont pas de la vallée d'Anniviers et à ceux qui ne sont pas taillables, et si ces animaux paissent dans les pâturages de la dite communauté ; ils ne les leur rendront ni ne les relâcheront avant qu'ils aient donné une caution suffisante de la vallée d'Anniviers, pour la réparation de l'injustice et du dommage. »

Les attributions des gardes paraissent élargies dans la traduction de 1725, qui prévoit cette obligation « entre autres ». — Les statuts actuels (art. 6, Mariétan, p. 54) prévoient deux gardes, qui n'ont que la surveillance des parcours. Personne ne peut devenir procureur sans avoir été garde pendant deux ans (art. 7, *ibid.*).

ces richesses naturelles que dans la mesure nécessitée par l'usage local, et non pour en faire commerce ou les utiliser en dehors du territoire de Zinal. On entend assurer une stricte économie de bois <sup>47</sup>.

Ainsi, l'article 2 s'empresse d'interdire le transport de litière hors de la communauté tant à dos d'homme que par charges de cheval <sup>48</sup>. De même, l'article 3 interdit de faire porter ou traîner par un cheval du bois sec ou vert hors du territoire du consortage, et le tout sous peine d'amende <sup>49</sup>.

L'article 23 apporte une réserve à cet article 3. Il s'agit ici d'une exception de simple bon sens, mais qu'on avait oubliée au début de la rédaction : on a dû la rajouter, sans doute, au cours des délibérations : si quelqu'un emporte une pièce de bois hors de la communauté, pour la faire débiter à la scie, et veut ramener ensuite le bois à Zinal (pour une construction quelconque), il doit se soumettre à une inspection des procureurs, à l'aller et au retour, ceci afin d'éviter toute fraude à l'article 3 <sup>50</sup>.

L'utilité du bois pour la société de Zinal est telle que la propriété privée des arbres doit céder devant l'intérêt général : si un particulier laisse un arbre abattu près de sa souche durant un an et six semaines, n'importe quel consort a le droit de s'en emparer (article 9) <sup>51</sup>.

## 2) La chaux.

Comme l'a déjà fait observer M. Mariétan, la défense de cuire de la chaux, tant en 1571 que de nos jours, s'explique parce qu'il

---

<sup>47</sup> Le bois était précieux pour la construction des chalets, pour le chauffage, etc., mais aussi pour produire la chaux et pour établir les ponts (v. nos notes No 52 et 92 ci-après).

<sup>48</sup> « Que personne ne se permette de conduire, de porter ni de transporter aucune litière hors de la dite communauté de Chinal, sous peine des bans ci-après, à savoir : pour chaque charge portée sur la tête hors de la dite communauté, celui qui porte devra donner à la communauté un sou. Et pour chaque charge de cheval sur bât, celui qui l'emporte devra verser trois sous à la communauté. » — Sur les termes *bro* et *estor* pour désigner la litière, voir notre Annexe No I ci-après, note No 8. — La traduction française de 1725 rend « *super clitellis agitata* » par : « sur le bât ou arçon ». — Comparer l'article 26 de 1903 (Mariétan, p. 57).

<sup>49</sup> Sur l'expression « *u trê* » et « *ou treit* » de la traduction de 1725, voir notre Annexe No I, note No 9.

<sup>50</sup> Sur l'expression *runcina* (scie) voir notre Annexe No I, note No 15. — Comparer l'art. 26, al. 2, de 1903 (Mariétan, p. 57).

<sup>51</sup> La traduction française de 1725 abrège ce délai et le ramène à un an et un jour, soit le même délai que dans les statuts de Grimentz (E. Zufferey, cahier 18, p. 15). Aurait-on, entre temps, amélioré l'état des chemins entre Anniviers et Zinal, de sorte que l'éloignement ne justifiait plus le long délai antérieur ? — Sur la pratique actuelle, cf. Mariétan, p. 61. — Nous ignorons si, en 1571 déjà, la vente du bois était un monopole de la communauté. De nos jours, il en résulte un dividende réparti entre les consorts (art. 13, *ibid.*, p. 55).

faut beaucoup de bois pour cela<sup>52</sup>. L'article 15 interdit, sous peine d'une forte amende, d'en faire sans nécessité pressante. Un droit est prélevé, selon l'article 16, sur la vente de chaux en faveur d'un consort de Zinal, et ce droit est doublé en cas de vente à un non-communier<sup>53</sup>.

### 3) *Les parcours.*

Les parcours produisent une herbe considérée « comme un bien très précieux ; d'où une réglementation précise et sévère »<sup>54</sup>. Ces règles constituent les articles 5, 6, 7, 8 et 10.

Le grand principe est qu'on ne peut utiliser les pâquis de la communauté qu'en proportion de ce qu'on peut hiverner, et on donne immédiatement un exemple : celui qui peut hiverner ses bêtes pendant un mois peut brouter les parcours pendant 30 jours, soit 10 en printemps, 10 en été et 10 en automne. Celui qui voudrait faire paître plus de bêtes qu'il n'en peut hiverner devrait payer un droit de 5 sous par bête non hivernée<sup>55</sup>.

Vient ensuite la règle de l'article 5, qui fixe l'utilisation respective des alpages et des parcours : il faut payer 10 sous par bête si l'on désalpe prématurément du bétail des alpages, pour le mettre sur les communaux. On fait toutefois exception pour les bœufs qu'on descend pour les châtrer ou pour d'autres raisons majeures<sup>56</sup>.

<sup>52</sup> *Ibid.*, p. 61. Comparer l'article 35 de 1903 ; l'art. 42 g indique l'emplacement du chemin dit du « Chaufour » (*ibid.*, pp. 58-59).

<sup>53</sup> « Que personne ne se permette de faire de la chaux dans la dite communauté sans nécessité urgente et manifeste en cas de besoin, sous peine de 9 florins à payer à la dite communauté par tout contrevenant » ; l'article 16 continue : « que personne ne vende de la chaux faite dans la dite communauté ; si quelqu'un en vend, il doit donner 10 sous pour chaque charge vendue à un taillable ; et si quelqu'un en vend à une personne non taillable, il devra verser à la communauté 20 sous pour chaque charge de cheval ».

<sup>54</sup> Mariétan, p. 60. Comparer les art. 27 à 32 de 1903 (*ibid.*, p. 57). — De nos jours, on entend par « parcours » à Zinal des pâturages plus ou moins bons, que l'on ne fauche pas, et bien distincts des prés, qui appartiennent à des particuliers. Il s'agit parfois d'éboulis ou de forêts peu denses.

<sup>55</sup> Article 8 : « On a établi que personne ne fera paître ni ne se permettra d'utiliser ni d'employer les biens communs ni les pâquis de la dite communauté si ce n'est en proportion de ce qu'il peut hiverner dans la dite communauté, à savoir : pour chaque mois d'hivernage avec ses animaux, il pourra utiliser et paître les pâquis communs de la dite communauté pendant une durée de 30 jours, soit 10 en printemps, 10 en été et 10 en automne. Et si quelqu'un fait paître davantage, pour chaque bête qui ne sera pas hivernée, il devra donner 5 sous à la communauté ». — Voir les art. 27, 44, 47 de 1903 (Mariétan, pp. 57-60). L'art. 27 ne pose plus les mêmes normes pour les parcours ; ceux-ci sont ouverts « dès que trois des alpages sis sur le territoire du consortage ont désalpé ». Aux autres moments, l'ouverture et la clôture semblent laissées à l'appréciation de l'assemblée (art. 38). — La règle posée à l'article 8 de 1571 était très générale dans les anciennes *Bauernzünfte* valaisannes, en ce qui concerne les alpages ; et on sait que les Allmends n'étaient en somme qu'une annexe des alpages (Bielander, pp. 572-573).

<sup>56</sup> « Celui qui a alpé ses animaux en n'importe quelle montagne ne pourra désalper, soit descendre de la montagne où il a alpé, pour pâturer dans les

Les autres articles visent à écarter les dommages inutiles et à assurer l'exploitation rationnelle des parcours : en temps de fenaïson<sup>57</sup>, les chevalins qu'on envoie de jour sur les parcours doivent être munis d'un chevêtre très court, lié à la hauteur du genou, et cela sous peine d'amende (art. 7)<sup>58</sup>. De même, il est interdit d'envoyer de nuit les chevalins dans la communauté (art. 6)<sup>59</sup>. Enfin, l'article 10 délimite nettement les parcours des bovins et ceux des moutons ou des chèvres : lorsque le petit bétail se rend sur ses parcours, il ne doit pas emprunter les endroits où les vaches peuvent se tenir sans danger ; on fait exception pour certains passages coutumiers. De toute façon, lorsqu'on fait traverser les pâquis des bovins aux brebis et aux chèvres, on doit suivre la voie la plus courte et ne pas s'attarder ; et ce, sous peine d'amende<sup>60</sup>.

pâquis communs de la dite communauté, sous peine de 10 sous à payer à la dite communauté pour chaque animal, à l'exception des bœufs qu'on descendrait pour les châtrer, et d'autres animaux que l'on descendrait pour des raisons majeures. » — Par raison majeure, on peut entendre une maladie des animaux, soit une neige persistante sur l'alpage (cf. les art. 29 et 47 de 1903, Mariétan, pp. 57 et 60). — Comparer encore les art. 1 et 44 (*ibid.*, pp. 53 et 59) : tous les alpages des deux versants du vallon de Zinal sont considérés comme situés « rièrre les communaux du consortage » ; il y a exception pour trois d'entre eux : L'Ar Pitetta, qui appartient à un consortage de Salquenén (à la suite d'une vente faite par Hildebrand de Rarogne, selon un document de 1678 aux AV, fonds ATL 15, No 65) (cf. encore Jacky, *L'élevage des espèces bovine, chevaline et mulassière en Valais*, Sion, 1943, p. 136) ; Singline, qui appartient à un consortage de Grimisuat (archives communales de Grimsuat, D 1 à 60), et Cottier, qui appartient à un particulier.

<sup>57</sup> Sur le terme *presia*, récolte, voir notre Annexe No I, note No 11.

<sup>58</sup> « Que personne, en temps de récolte, n'envoie d'animaux chevalins, de jour, dans les pâquis communs de la dite communauté, sans lui avoir lié au préalable un chevêtre à la jambe, à la hauteur du genou, et d'une longueur d'une coudée, comptée le poing fermé, sous peine de 3 sous. » — Sur l'expression *capistrum*, chevêtre, voir notre Annexe No I, note 12. — La coudée valait 50 centimètres ; comptée « le poing fermé », elle se ramenait à moins de 40 cm. — Comparer l'art. 28 de 1903 (Mariétan, p. 57). — On voulait sans doute éviter que l'animal ne quitte les parcours pour les propriétés privées et ne foule une trop grande surface des parcours.

<sup>59</sup> « Il a été établi que personne ne laisserait sortir ni ne se permettrait d'envoyer un cheval, une mule, un mulet ou un âne, de nuit, dans la dite communauté, sous peine de 3 sous à payer à la dite communauté pour chaque animal chevalin. » — Cet article ne paraît pas désigner spécialement les parcours ; sa place laisse toutefois supposer qu'il les concerne aussi.

<sup>60</sup> « On a établi que personne ne conduirait ni ne se permettrait de conduire aucune brebis ou chèvre à travers les pâquis communs de la dite communauté, là où les vaches peuvent aller licitement et sans danger, sauf là où l'usage ancien l'autorise ; et si quelqu'un conduit ses moutons ou ses chèvres aux dits pâquis, là où les vaches ne peuvent aller, lorsqu'il traverse les pâquis des vaches et d'autres troupeaux, il doit les conduire en hâte et de la manière la plus courte possible, sous peine de 20 sous que chaque contrevenant devra payer à la dite communauté. » — L'art. 31 de 1903 reproduit cette ancienne règle, mais précise les noms des parcours réservés aux moutons, animaux qui deviennent très peu nombreux de nos jours. Voir aussi l'art. 45 (Mariétan, pp. 57 et 59).

#### 4) Les prés.

Plusieurs articles des statuts de 1571 visent à écarter tout dommage des prés qui sont propriété privée (art. 11, 12, 13). L'article 13 établit une règle importante, d'après laquelle les prés de la communauté sont mis à ban depuis les quatre derniers jours d'avril jusqu'aux quatre jours qui suivent la fête de S. Michel Archange (29 septembre)<sup>61</sup>. Il faut en déduire qu'avant la fin

---

<sup>61</sup> « Les prés de la dite communauté doivent être bannisés et mis à ban depuis les quatre derniers jours du mois d'avril jusqu'aux quatre jours qui suivent la fête de S. Michel Archange. » — Le délai est donc du 27 avril au 3 octobre de l'ancien calendrier, pour lors en retard de 10 jours sur le nôtre (13 jours actuellement) : le terme serait donc, de nos jours, du 10 mai à la mi-octobre. — Jacky (*op. cit.*, p. 134), citant E. Zufferey d'une manière imprécise, prétend que le bétail des alpages pacageait au fond du vallon jusqu'à la St-Maurice (22 septembre ancien style), si l'on en croit un document de 1502. — Quoi qu'il en soit, l'art. 13 de 1571 est très clair, et il est reproduit très exactement dans la traduction de 1725. Les statuts de 1903, par contre, ne comportent plus rien de tel ; tout au plus l'art. 33 (Mariétan, p. 58) défend-il de passer à pied et à traîneau sur les fonds particuliers, pour l'exploitation des prés, avant la « débandia ». Ce n'est pas, certes, ce que signifiait l'art. 13 de 1571. On ne peut pas imaginer non plus que cet article entende par « prés » les pâquis communs ou parcours, sinon l'article 8, qui indique avec soin quand ces parcours sont mis à ban, n'aurait plus de sens. L'article 13 ne s'explique, à nos yeux, que s'il existait un droit de parcours généralisé, pour tous les consorts, sur tous les fonds privés, pour la première herbe de printemps et pour la dernière herbe d'automne. On connaît un droit très ancien de ce genre sur toute la plaine des Champsecs à Sion (Jacky, *op. cit.*, p. 33), et il devait exister aussi à Zinal, d'après certains documents rapportés par E. Zufferey (cahier 24, pp. 4-6, pp. 34-40 et cahier 25, pp. 1-24).

Naturellement, de tels droits devaient susciter des contestations et des procès : celui survenu à propos de l'alpage de Balma (ou La Barma) est particulièrement instructif (archives communales d'Anniviers, à Vissoie, No 161) : Zufferey rapporte qu'un Anniviard, Gilles Fornier, qui en était propriétaire, vendit cet alpe, en 1621, à Angelin Preux, vidomme de Miège, banneret et châtelain de Sierre, et la garantit franche et libre de cens et redevances. Or, la commune de Zinal, selon l'usage général de la vallée, menait son bétail paître la première herbe de printemps et la dernière, en automne, sur tous les prés indistinctement ; l'alpe de La Barma n'échappait point à cette coutume, et parmi les profiteurs se rencontrait le vendeur lui-même. D'où procès, qui durait encore en 1638, et dont l'issue n'est pas connue. On argua notamment : « qu'aucun vendeur n'a le pouvoir de supprimer les pacages communs, universellement pratiqués dans la vallée... et on ne saurait en libérer l'acheteur, pas plus que des avalanches et des éboulements et autres accidents qui pourraient frapper la propriété ». — Le pacage des moutons occasionna des difficultés analogues au XVII<sup>e</sup> siècle, mais on n'abolit pas pour autant ces droits de parcours, qui semblent avoir été confirmés en 1685 et en 1696 (cf. archives communales d'Ayer, M 13 et C 2). Il n'est donc pas surprenant que la traduction de 1725 ait maintenu l'article 13 de 1571. Mais si on ne le retrouve plus dans les statuts de 1903, c'est qu'à partir de la Révolution française on s'est efforcé d'abolir ce genre de droits de parcours. C'est ce que voulut faire notamment la loi du 24 mai 1808 sur l'abolition et le rachat des droits de parcours (*Lois et décrets de la République du Valais*, 2<sup>e</sup> volume, 2<sup>e</sup> édit., Sion, 1844, p. 131), complétée par trois autres lois, de 1832 à 1834 (*Recueil des lois, décrets et arrêtés de la République et canton du Valais...* t. V, Sion, 1841, pp. 420, 447 et 468). De même, la loi du 21 novembre 1850

d'avril et après le début d'octobre (selon l'ancien calendrier), les consorts parcouraient en commun tous les pâturages de la vallée. De mai à octobre, une telle exploitation n'aurait pu se concevoir sans préjudice pour les propriétés privées.

L'article 11 interdit toutefois d'envoyer des moutons et des chèvres dans les prés, en aucun temps de l'année, sous peine d'amende<sup>62</sup>. Quant aux porcs, ils peuvent traverser les prés quand les parcours sont ouverts aux autres animaux ; en tout autre moment, leur détenteur s'expose à une amende (art. 12)<sup>63</sup>.

Il y a lieu enfin de rappeler deux règles qui peuvent aussi bien concerner les prés que les parcours : on sait que l'article 17 confère aux gardes les compétences voulues pour saisir les animaux n'appartenant ni à des Anniviards ni à des consorts, lorsque ces bêtes paissent sur des pâturages de la communauté<sup>64</sup>. L'article 20 interdit, sous peine d'amende, de sortir de nuit, hors du territoire de la société, les animaux qu'on y a fait paître de jour<sup>65</sup>.

Telles sont les dispositions de police contenues dans les anciens statuts de Zinal. Nous avons déjà indiqué plus haut celles qui interdisent de travailler en faveur de gens qui ne seraient pas de la vallée (art. 4) et celles obligeant les consorts à participer aux corvées (art. 19). Ajoutons encore qu'on chercherait en vain, en 1571, certaines règles qui figurent dans les statuts

---

sur le rachat des parcours supprime, par son article 1, dès 1851, tout parcours sur les propriétés particulières (*ibid.*, t. VIII, Sion, 1884, pp. 287 et suiv.).

Pour le cas de Zinal, on peut estimer que ces droits de parcours ont fait l'objet d'un rachat entre les années 1835-1837 (voir à ce sujet les archives d'Anniviers, à Vissoie, No 541 à 570), tandis que dans d'autres parties de la vallée, ces rachats s'opérèrent jusqu'en 1854 (cf. archives communales de Grimentz, C 95, de St-Luc, C 29-32 et D 88-90). Quant aux parcours sur les propriétés particulières, ils ont été abolis, comme on vient de le dire, par la loi de 1851.

<sup>62</sup> « Personne n'enverra ses moutons ni ses chèvres dans les prés de la dite communauté en aucun temps de l'année sous peine de 20 sous que chaque contrevenant payera à la dite communauté. »

<sup>63</sup> « Personne ne fera aller ses porcs à travers les prés de la dite communauté, si ce n'est dans le temps où les autres animaux vont par les dits prés, sous peine de 5 sous à verser à la communauté par les contrevenants. » — Sur l'expression « animaux » ou « armailles », voir notre Annexe I, note 13. — On ne retrouve plus guère, dans les statuts de 1903, des règles comparables à celles des art. 11 et 12. Voir toutefois Mariétan, pp. 57-59, art. 31, 32 et 45.

<sup>64</sup> La traduction de 1725 porte : « les pâturages et les biens de la communauté ». — Actuellement, les gardes s'occupent uniquement des parcours (voir notre note No 46 ci-dessus).

<sup>65</sup> « Que personne de ceux qui font paître de jour dans la communauté ne doit conduire de nuit ni le soir ses animaux hors de la dite communauté, sous peine de 20 sous à payer par chaque contrevenant. » — Cette règle ne se retrouve plus en 1903. Elle visait probablement à conserver sur place les engrais naturels.



de 1903 : défense d'abreuver sur les terres de la société, prohibition de faire passer les eaux d'arrosage sur la voie publique, surveillance des routes, des limites et des clôtures <sup>66</sup>.

### e) Pénalités.

Lorsque les auteurs des statuts de Zinal déclaraient qu'ils voulaient établir des « règles et bans », ils songeaient sans doute moins à l'acception du mot ban telle qu'on la retrouve aux articles 13 ou 14, qu'à la signification pénale de ce terme ; ban équivalait alors à amende <sup>67</sup>. Il convient toutefois d'observer que plusieurs bans, dans le règlement de 1571, ressemblent à des droits prélevés par la communauté, et dont il est malaisé de dire jusqu'à quel point ils étaient prohibitifs.

Ces bans sont fixés à 1, 3, 5, 10 ou 20 sous, avec deux exceptions, une peine de 6 livres, prévue à l'article 4, et une autre de 9 florins à l'article 15 <sup>68</sup>.

Le sou dont parle notre document était une monnaie de compte ; il équivalait assurément au gros ou demi-batz frappé par l'évêque de Sion <sup>69</sup>. La livre mauricioise était la livre de

<sup>66</sup> Voir les articles 10, 33, 36, 37 et 43 de 1903 (Mariétan, pp. 54-59) et ce qu'en dit cet auteur (pp. 60-61).

<sup>67</sup> Le souverain médiéval pouvait « bannir » telles forêts, telles eaux, telles terres, qui devenaient ainsi sa propriété privée ; le terme s'employait également en faveur des communautés. La commune valaisanne, qui s'estimait pratiquement souveraine dans son domaine, n'hésitait donc pas à mettre à ban tel fond qu'il lui plaisait. — Sur le sens pénal du mot « ban », voir J. Graven, *op. cit.*, pp. 208-210.

<sup>68</sup> Voici la liste des pénalités prévues en 1571, classées par ordre de grandeur décroissante :

- 1) 6 livres mauricioises : pour travail en faveur de non-communier (art. 4).
- 2) 9 florins : pour celui qui cuit trop de chaux (art. 15).
- 3) 20 sous : si l'on sort des animaux le soir (art. 20).  
— si on fait paître les brebis et les chèvres en lieu indû (art. 10).  
— si on fait paître les mêmes sur les prés (art. 11).
- 4) 20 ou 10 sous par charge de chaux exportée (art. 16).
- 5) 10 sous : si on désalpe prématurément (art. 5).  
— si un nouveau propriétaire ne se présente pas devant le consortage (art. 21).
- 6) 5 sous : si on envoie des porcs sur les prés (art. 12).  
— pour chaque bête paissant sur les communaux, au-delà des possibilités d'hiverner (art. 8).
- 7) 5 et 3 sous par charge de bois sortie (art. 3 et 23).
- 8) 3 sous : pour absence aux manœuvres (art. 19).  
— pour absence aux réunions (art. 1).  
— pour un cheval échappé de nuit (art. 6).  
— pour un cheval non lié (art. 7).
- 9) 1 ou 3 sous par charge de litière sortie (art. 2).

<sup>69</sup> Le demi-batz, en 1572, pesait 1,77 grammes et renfermait 0,299 gr. d'argent fin. — Nous devons plusieurs renseignements sur nos anciennes monnaies et sur leur évaluation à M<sup>e</sup> Colin Martin, conservateur du médailler de Lausanne, que nous remercions de son amabilité.

Savoie, monnaie de compte équivalant à 27 gros ou sous. Quant au florin, monnaie de compte aussi, il valait 12 gros ou sous<sup>70</sup>. On constate aussitôt que l'amende la plus forte était celle de l'article 4, interdisant tout travail pour des non-communiens, mesure qui ne se retrouve plus dans les statuts de 1903, et qui s'explique assurément par les rivalités entre Anniviards et propriétaires « forains » d'alpages dans leur vallée. Vient en deuxième rang la défense de faire de la chaux, qui se comprend aisément<sup>71</sup>, puis celle de sortir les animaux le soir ou de paître les moutons et les chèvres sur le terrain propre au gros bétail.

Il y a lieu d'observer que les statuts de 1571 prévoient aussi quelques sanctions non pécuniaires : outre l'amende infligée à qui n'assiste point aux assemblées, l'article 1 prévoit l'obligation pour le défaillant de ratifier ce qui s'est décidé en son absence. L'article 9 confère un droit de confisquer les bois abattus et délaissés. Enfin l'article 17 autorise une saisie provisoire du bétail broutant sur le bien d'autrui.

#### f) Finances.

Les statuts de Zinal, au XVI<sup>e</sup> siècle, ne permettent pas de se faire une représentation exacte des finances du consortage. Les amendes constituaient peut-être l'une des sources les plus importantes pour la caisse commune. Actuellement, la seconde source

---

<sup>70</sup> On ne saurait guère donner d'équivalence précise de ces monnaies avec nos espèces actuelles. Plusieurs auteurs valaisans ont tenté de le faire en partant de l'évaluation des monnaies dans les lois de 1811 et 1851 (1 batz = 14 ou 15 centimes) ; mais il est évident qu'il faut toujours rajuster ces évaluations en tenant compte du pouvoir d'achat des monnaies. — M. O. Dessemontet (*Les Luxembourg-Martigues seigneurs au Pays de Vaud*, dans *Revue suisse d'histoire*, Zurich, 1954, p. 91, note 10) calcule que le florin petit poids à 12 sous, de 1500, aurait une valeur d'achat correspondant à 70 francs en 1953 ; mais l'auteur précise bien qu'il ne s'agit là que d'un ordre de grandeur et non d'une équivalence mathématique. — En 1903, selon M. C. Martin, le pouvoir d'achat du sou devait être comparable à celui de notre pièce d'1 franc ; la livre pouvait équivaloir au pouvoir d'achat d'un billet de 20 francs, celui du florin, à celui d'une somme de 12 francs.

Il est curieux d'observer que cette équivalence est à peu près respectée dans les statuts de 1903, et que l'écart, lorsqu'il existe, ne dépasse en tout cas pas le double : ainsi, l'absence aux manœuvres est tarifée à 2 francs en 1903 (prix d'une journée d'ouvrier à cette époque), et à 3 sous (environ 3 francs) en 1571. De même, l'article 28 de 1903 fixe une amende de 5 francs pour un cheval détaché, et l'art. 7 de 1571 prévoit 3 sous pour la même infraction. Même remarque pour l'art. 30 de 1903 et l'art. 6 de 1571. Il est vrai que les auteurs des statuts de 1903 ne se sont pas appliqués à convertir en monnaie moderne les bans de 1571 ; pour beaucoup d'articles, les tarifs ont été sensiblement modifiés, au gré des circonstances. Là où l'équivalence subsiste, elle s'explique avant tout par l'identité des causes.

<sup>71</sup> La peine actuelle de 20 francs (art. 35 de 1903, Mariétan, p. 58) est environ 5 fois moins lourde que celle de 1571. — Sur les rivalités avec les « forains », voir nos notes N° 33, 46, 56 ci-dessus.

indiquée est la vente des bois<sup>72</sup>, mais l'ancien règlement reste muet sur ce point. Il n'est pas certain que les communiens aient été appelés à payer une taille au profit du consortage, et nous croirions volontiers que cette expression désignait les corvées ou manœuvres qui se sont toujours faites au profit de la collectivité. Des montagnards pauvres en numéraire devaient être heureux de payer leur « cotisation » en nature, en participant à l'entretien des chemins, des parcours, des bassins, etc.<sup>73</sup>.

Dans les anciens statuts, il n'est pas même question d'une reddition des comptes, et encore moins d'une distribution de dividendes. Quant aux honoraires des administrateurs et des fonctionnaires, ils devaient être quasi inexistantes, si l'on tient compte de leur extrême faiblesse en 1903 encore<sup>74</sup>.

Les procès que le consortage semble avoir soutenus au cours des siècles, notamment pour défendre ses droits de parcours sur les alpages voisins, furent certainement une occasion de dépenses considérables. Mais nous ne saurions les étudier davantage ici<sup>75</sup>.

La grande économie de nos campagnards permit néanmoins au consortage de détenir, et sans doute de bonne heure, un capital mobilier. Il put consentir dès lors des prêts à intérêt et acquérir des biens-fonds, notamment des vignes. Il est probable aussi que la société aura bénéficié de legs de ses membres. Mais les statuts de 1571 ne permettent pas de dire où en était la fortune sociale à cette date<sup>76</sup>.

Par contre, deux propriétés du consortage méritent qu'on les examine quelque peu, car elles ont dû jouer un rôle assez important dans la vie de la communauté : il s'agit de la chapelle St-Barthélemy et de l'école de Zinal.

**La chapelle St-Barthélemy** est mentionnée à l'article 19 des statuts de 1571, comme lieu de rendez-vous pour les manœuvres. Les statuts de 1903<sup>77</sup> indiquent que la société de Zinal est pro-

<sup>72</sup> Mariétan, p. 54, art. 5.

<sup>73</sup> Voir nos notes No 35 et 37 ci-dessus.

<sup>74</sup> Mariétan, pp. 55-56, art. 13, 22 et 23.

<sup>75</sup> Voir ce que nous en avons déjà dit dans notre note No 61 ci-dessus. — Les archives d'Anniviers à Vissoie (No 417, lettre du maire de Vissoie à celui de Grimisuat) signalent, en 1811, un différend entre Zinal et Grimisuat : ces faits sont assurément en relation avec les efforts du régime français en vue d'abolir les parcours, que sa législation ne tolérât pas.

<sup>76</sup> L'art. 3 de 1903 énumère les avoirs de la société (Mariétan, p. 53).

<sup>77</sup> Mariétan, *ibid.*, et p. 56, art. 23, al. 2. — Sur le culte de S. Barthélemy, apôtre, voir E. Gruber, *Die Stiftungsheiligen der Diözese Sitten im Mittelalter*, Fribourg, 1932, pp. 107-109 ; ce culte nous est venu d'Orient par Rome ; on le retrouve depuis 1298 à Saas-Grund et, dès lors, plusieurs de nos vallées lui ont élevé une chapelle. Ce saint a toujours eu un grand renom comme exorciste contre les démons qui s'attaquent aux hommes (*Les Petits Bolland-*

priétaire de la chapelle, de tous ses accessoires, des capitaux de la fabrique et de leurs accessoires, à charge de payer les frais du culte ; le marguillier reçoit une rétribution annuelle de 5 francs 80 centimes.

On ne saurait dire si le consortage lui-même a édifié cette chapelle. Tamini et Délèze<sup>78</sup> se contentent d'écrire que la chapelle St-Barthélemy existait à Zinal dès 1515, que les propriétaires de tous les villages de la vallée s'y rendaient en procession et bénéficiaient d'une réfection ou « donne blanche » ; ces auteurs précisent que le vicaire de Vissoie, dont dépendait la chapelle, la desservait de Noël à la Purification, quand la population montait avec le bétail.

La source de ces renseignements se trouve à n'en pas douter dans les documents inédits d'Erasme Zufferey<sup>79</sup> ; ce dernier rapporte, en effet, dans une traduction « aussi exacte que possible » le testament de Perraud Julliet, de Mission, en date du 15 août 1515, qui se trouve dans les papiers de la cure de Vissoie. Il y est dit que les Anniviards venaient traditionnellement en procession à Zinal, le jour de la St-Barthélemy. Perraud Julliet affirme « avoir fondé une chapelle à Chinal » : a-t-il bâti une première chapelle en l'honneur de S. Barthélemy, ou en a-t-il rebâti une, ou l'a-t-il simplement dotée, c'est ce que nous ne saurions dire. Quoi qu'il en soit, ce testateur s'est surtout préoccupé d'assurer une distribution de vivres aux participants, collation qui devait être la bienvenue après une longue marche. Outre le pain et le fromage, on y versait du vin. Nous ignorons pourquoi Tamini et Délèze appellent cela une « donne blanche », puisqu'il est plutôt question de pain de seigle et de fromage que de pain blanc...

Au cours des siècles, les Anniviards ne se contentèrent plus de cette collation : en 1787, les pieux patrons ou consorts de la chapelle ou oratoire de St-Barthélemy adressèrent, en latin, une pétition à François-Melchior Zen Ruffinen, évêque de Sion<sup>80</sup> : les habitants des gras et beaux pâturages de Zinal (soit plus de 140 familles en hiver) auraient besoin, disaient-ils, en vue d'une meilleure instruction, pour le bien de la religion et pour la gloire de Dieu, que l'on transformât les revenus annuels ou legs pies permettant une distribution annuelle à la St-Barthélemy, et qu'on

---

*distes*, *Vie des Saints*, t. 10, Paris, 1885, pp. 168-172), et l'on sait que les avalanches et les chutes de pierres étaient attribuées jadis aux démons. Il est aussi possible que la fête de cet apôtre (24 août) ait spécialement convenu pour le « second mesurage » du lait dans les alpages.

<sup>78</sup> *Nouvel Essai de Vallesia Christiana*, St-Maurice, 1940, p. 327.

<sup>79</sup> E. Zufferey, cahier 16, pp. 15-17.

<sup>80</sup> Archives communales d'Ayer D 12 ; nous reproduisons dans notre Annexe N° II les documents en latin, de 1787 et 1792, qui se trouvent sur cette pièce.

les affectât à une fin plus utile. La procession est trop longue, on pourrait la faire ailleurs, sans frais excessifs, et fonder des messes qui font défaut dans un lieu si étendu. On pourrait mieux entretenir la chapelle, et s'il restait quelque chose, avec l'appui de pieux bienfaiteurs, ne pourrait-on établir, au moins en hiver, une personne capable de donner une instruction chrétienne à une jeunesse oisive, de lui inculquer de bons principes moraux et les premiers éléments des lettres ? La pétition s'achevait en insistant sur l'utilité d'une telle œuvre, pour les mourants, pour les vivants et pour les jeunes qui perdaient leur temps. Elle assurait naturellement le prélat des prières des impétrants en sa faveur.

L'évêque Zen Ruffinen, « comte et préfet du Valais, prince du St-Empire romain », se trouvait ces jours-là dans son *Tusculum* au-dessus de Vex, par quoi il faut entendre son beau chalet des Mayens de Sion ; il prit une plume aussi cicéronienne que possible pour consentir à cette requête, moyennant trois conditions :

1) que la chapelle et tous ses ornements seraient remis et maintenus en bon état ;

2) que si les consorts ne s'entendaient pas avec le curé au sujet des honoraires des trois messes annuelles, l'émolument serait fixé à 12 batz avec le dîner, ou à 20 batz sans le dîner, pour chaque messe ;

3) qu'au temps de l'inalpe, mais sans préjudice pour les offices paroissiaux, on pourrait célébrer la messe à Zinal à la fête des SS. Pierre et Paul (29 juin) ou à la Visitation de la Ste Vierge (2 juillet) <sup>81</sup>.

On sait qu'en 1792 les Anniviards demandèrent le rachat de toutes leurs redevances féodales <sup>82</sup>. Le 9 décembre de la même année, l'évêque de Sion J.-Antoine Blatter confirma l'acte de l'évêque Zen Ruffinen, vu l'importance de la messe et de l'administration des sacrements aux mourants. Pour plus de facilité, il accorda le rachat des redevances annuelles en faveur de la chapelle, pour le prix de 26 couronnes pour chaque fichelin de seigle, et de même, pour 10 livres de fromage de montagne et 2 setiers de vin, à raison de 120 livres. Les branches devaient répondre de ce rachat sous réserve de leurs droits et d'une meilleure disposition pour le bien des âmes.

---

<sup>81</sup> On pourrait se demander s'il n'y a pas lieu de distinguer, à côté du consortage de Zinal proprement dit, un consortage de la chapelle ; mais nous pensons plutôt qu'il n'a jamais existé qu'un seul et même consortage, puisque les statuts de 1903 déclarent que la société est « propriétaire » de la chapelle et de ses accessoires.

<sup>82</sup> E. Zufferey, cahier 21, p. 31.

Il se peut que l'argent de ce rachat ait permis aux consorts d'acquérir des « accessoires » pour la chapelle, ou encore de disposer de capitaux <sup>83</sup>.

**L'école des consorts.** Si l'on en croit l'inventaire des archives communales de Vissoie <sup>84</sup>, l'école de Zinal aurait été fondée en 1600 déjà par un dénommé Pierre Gillet. Ce genre d'écoles de consorts n'était pas rare en Valais, et elles bénéficiaient souvent de fonds provenant de revenus des chapelles <sup>85</sup>. Ce fut probablement le cas de Zinal, ainsi qu'on a pu le voir par la pétition de 1787 concernant la chapelle St-Barthélemy. En 1873, nous constatons que cette école possède toujours en propre un petit fonds <sup>86</sup>. Cette école s'est maintenue jusqu'à nos jours : M. Mariétan signale que l'hôtel du Trift, à Zinal, propriété du consortage, sert d'école en hiver ; c'est ce qui a lieu en effet durant un mois et demi environ, pendant le déménagement, de la mi-décembre à la fin janvier <sup>87</sup>.

## 5. Additions de 1708 aux statuts de Zinal et traduction de 1712

Entre le 31 mai et le 1<sup>er</sup> juin 1725, Jean-Pierre Venetz, notaire public demeurant à Plan-Sierre, traduit de latin en français, « pour plus grande facilité » les « règles et arrêts de la louable communauté de Chinal » <sup>88</sup>. Cette traduction est intéressante ;

---

<sup>83</sup> La chapelle St-Barthélemy de Zinal porte actuellement la date de 1899 (A. Donnet, *Guide artistique du Valais*, Sion, 1954, p. 76) ; elle a été reconstruite sur l'emplacement de l'ancienne chapelle, qui était de dimensions plus petites. Sur l'emplacement du bazar Theytaz, on croit discerner encore un ancien oratoire, avec une cave, qui recélait peut-être les denrées destinées à la « donne ».

<sup>84</sup> No 359, 1812. Il s'agit d'une notice anonyme, sur papier de 14, 5/20 cm. On y indique que l'école de Zinal a eu pour fondateur « un nommé Pierre Gilliet en l'année 1600 », qu'il s'agit d'une œuvre pieuse pour le maintien de la chapelle, de trois messes de fondation, mais qu'en plus, on instruit maintenant les enfants pendant deux mois. Le capital, pour la classe, est d'environ 114 francs.

<sup>85</sup> Cf. à ce sujet L. Boucard, *L'école primaire valaisanne à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle...*, St-Maurice, 1938, pp. 14-26.

<sup>86</sup> AV, Département de l'Instruction Publique, thèque 6, No 8, fonds scolaires des écoles, lettre du 5 janvier 1873 : le président d'Ayer, Baptiste Genoud, déclare au nom du conseil communal que l'école de Zinal possède « une fortune de 600 francs ».

<sup>87</sup> Mariétan, p. 53, note et communication du Département de l'Instruction Publique, à Sion.

<sup>88</sup> Archives communales d'Ayer, A 13. — Sur la famille Venetz, v. l'*Ar-morial valaisan*, p. 277.

nous l'avons citée à plusieurs reprises, car il ne s'agit pas d'une translation littérale ; en tout cas, elle révèle la tendance de certaines règles à évoluer, et certains termes du XVI<sup>e</sup> siècle n'étant plus compris, on éprouvait le besoin d'une version française<sup>89</sup>.

De plus, la même traduction donne, en français également, une « copie des arrêts et confirmation des règles de la communauté de Zinnaz », du 30 juin 1708, que nous reproduisons en annexe. Il s'agit ici visiblement de l'interprétation d'un acte notarié, dont l'original en latin ne nous est pas connu, levé par le notaire Pierre Savioz, le 30 juin 1708, à Vissoie « sur le château ». Les consorts de Zinal ont été convoqués par une triple assignation<sup>90</sup>, et la troisième convocation a été constatée par le notaire et des témoins<sup>91</sup>. Les honnêtes hommes de la communauté de Zinal ont comparu et ont ajouté trois articles aux règles de 1571.

Le premier article met à ban les forêts du Vernec ou du Désert, celle des Mamberzes et celle du Barmé, car leur disparition pourrait entraîner de graves inconvénients quand on aurait besoin de bois pour les ponts<sup>92</sup>. Quiconque y coupera des arbres s'exposera à une amende de 10 livres par plante abattue<sup>93</sup>. Cet article constitue donc une aggravation de la peine prévue à l'article 3 de 1571, pour ce qui concerne les trois forêts indiquées.

Le deuxième paragraphe complète l'article 21 de 1571, en ce sens que si quelqu'un veut vendre des biens sis sur le territoire de la communauté, il doit au préalable s'annoncer au consortage ; et s'il vend ses biens « dehors », c'est-à-dire à des personnes qui ne feraient point partie de la société, et néglige d'avertir auparavant la communauté, il s'expose à une peine grave de 10 livres.

Il est malaisé de comprendre exactement la portée du dernier article, dont la rédaction est obscure : il semble signifier que les parcours de la communauté doivent être à ban au moins 10 jours depuis le ban des alpages.

Grégoire GHIKA

---

<sup>89</sup> Nous avons signalé ces divergences dans nos notes ci-dessus, No 33, 37, 38, 46, 48 à 51, 57, 58, 62 à 64.

<sup>90</sup> Sur l'effet des trois assignations dans les statuts du Valais de 1571, cf. Heusler, *op. cit.*, p. 272, parag. 12.

<sup>91</sup> Sur les noms de ces témoins, voir notre Annexe No 1, note 6.

<sup>92</sup> Les statuts de 1903 mettent toujours à ban ces trois forêts, mais ajoutent encore quatre autres à cette liste, toutefois sans indiquer le motif de la bannisation (Mariétan, p. 59, art. 42).

<sup>93</sup> La peine prévue à cet article, de même que celle de l'article suivant, est plus élevée que toutes celles prévues en 1571. C'est dire l'importance que les consorts attachaient à ces adjonctions.

# ANNEXE I

## Règlements portés par la commune de Chinal en 1571

(Parchemin appartenant à M. Théodule Bourguinet,  
Villa/Sierre, 40,5/42 cm.)

In nomine Patris et Filii et Spiritus sancti, amen. Tenore huius charte noscant in Christo fideles quod cum probi homines Petrus Michaelis Fabri<sup>1</sup> olim vicecastellanus Anivisii, Johannes Sapiens, Thomas Sapiens<sup>2</sup>, Anthonius Daliard<sup>3</sup>, Egidius Forneri<sup>4</sup>, Johannes Maryn<sup>5</sup>, Johannes Nicodi Chufferelli saltherus Annivisii<sup>6</sup>, Johannes Hudriod de Micion<sup>7</sup> ad hoc uniti et congregati vigore electionis et commissionis ipsis impartitæ per probos homines communitatis de Chinal ut assertum est, agentes in hoc actu de laude et consensu plurimorum aliorum hominum dicte communitatis de Chinal assignationis super hoc date vigore super cimisterio ecclesie vallis Annivisii, unitorum ut fere nullum talliabilium deesse dignosceretur, ibidem presentium, laudantium et consentientium nominibus suis et aliorum absentium pro quibus se fortes fecerunt; quiquidem probi homines nomine eorum communitatis in hoc unanimes, scientes, gratis et sponte moti, pro se et eorum heredibus et successoribus quibuscunque pro utilitate et manutentia dicte eorum communitatis fecerunt, stabiliverunt, ediderunt et ordinaverunt concluderuntque prout per presentes futuris temporibus perpetue faciunt, stabiliunt, firmant et concludunt constitutiones, regulas, arresta, dampna perpetue in futurum per dictos homines dicte communitatis et eorum participes ac successores, visis et attentis dampnis desertarum desertatione

---

<sup>1</sup> Le patronymique Favre existe à Anniviers dès le XIV<sup>e</sup> siècle (*Armorial val.*, p. 93, art. *Favre*). — On peut toutefois se demander si *Michaelis* n'est pas aussi un patronymique.

<sup>2</sup> Ce sont vraisemblablement les deux frères Savioz signalés par l'*Armorial val.* (p. 231, art. *Savioz*): Thomas devint banneret en 1577.

<sup>3</sup> Les Daliar sont inscrits comme bourgeois de Salquenen dans les *Noms patronymiques des familles bourgeoises du canton du Valais*, Sion, 1898, p. 59. On ne les trouve plus à Anniviers.

<sup>4</sup> La famille Fournier se retrouve à Evolène (*ibid.*, p. 47), mais n'est plus bourgeoise d'Anniviers. Cf. *Armorial val.*, p. 98, art. *Fournier*.

<sup>5</sup> Sur la famille Marin, v. *Armorial val.*, p. 161. — On ne la retrouve plus qu'à Chalais (*Noms patronymiques...*, p. 51).

<sup>6</sup> Nous ne savons si on peut l'identifier avec Jean Zufferey, vice-châtelain et député à la diète en 1595 (*Armorial val.*, p. 301).

<sup>7</sup> Une famille Udriot est bourgeoise de Monthey (*Noms patronymiques...*, p. 7). Il existe une famille Urdieux à Ayer (*ibid.*, p. 56), mais on ignore s'il existe une relation entre ces familles.



tum bonorum communium tum privatorum tum joriarum possessionumque ex irregularitate et immodestia nonnullorum, in hunc qui sequitur modum :

Et primo actum fuit et expresse conclusum quod toties quoties dicta communitas de Chinal per procuratores ipsius communitatis assignabitur pro aliquo negotio pertractando, quod homines dicte communitatis immediate debeant comparere nisi quis habeat evidentem necessitatem. Et illi qui non comparebunt debent vadiari singuli tribus solidis. Atque illi qui non comparebunt facta assignatione habeant perpetueque habere debeant omne id quod fiet per alios nomine dicte communitatis ratum, firmum et vallidum prout fuissent presentes et consentientes.

Secundo actum est quod nemo audeat nec presumat ducere, gerere nec portare nullum bro nec ester<sup>8</sup> extra dictam communitatem de Chinal sub penis et bampno subscriptis, scilicet pro qualibet onerata sive chargi agitata super capite extra dictam communitatem portans teneatur dare dicte communitati unum solidum. Et pro qualibet onerata equi super clitellis ducta tres solidos extraducens teneatur dicte communitati expedire.

Tertio actum est quod nemo ducat aut ducere presumat nullum nemus tam siccum quam viridum sub bampno subscripto, scilicet pro qualibet onerata equi super clitellis agitata, quilibet extra dictam communitatem ducens debeat expedire dicte communitati tres solidos. Et pro qualibet petia nemoris sive ligni tam magna quam parva ducta u tret,<sup>9</sup> quilibet extraducens debeat dare dicte communitati quinque solidos.

Quarto actum est quod nemo talliabilium nec comparticipantium dicte communitatis faciat nec ad faciendum accipiat nullum taschoz<sup>10</sup> illis qui non sunt ex valle Annivisii, sub pena sex librarum maurisiensium monete sedunensis per quemlibet contrafacientem dicte communitati solvendarum.

Quinto quod nemo qui alpiaverit sua animalia in qualicumque montium sit, quod non debeat dealpiare sive descendere a monte super quo alpiavit ad depascendum pascua communia dicte communitatis sub pena decem soli-

<sup>8</sup> Bro : litière. Cf. L. de Lavallaz, *Essai sur le patois d'Héremence*, Paris, 1935, p. 435, qui l'interprète par « aiguilles de conifères » ; de même W. Gerster, *Die Mundart von Montana (Wallis)...*, Aarau, 1927 : « litière du bétail (aiguilles de sapin) ».

Ester : cf. W. Gerster, *op. cit.*, p. 34, *eher*, litière du bétail (communication de M. P. Aebischer).

E. Zufferey, cahier 18, pp. 11—14 : « Brot ou litière d'icelle » (Grimentz) ; — « tas de brot ou detter » ; cahier 19, pp. 5—6 : « broz ou ester ». — Selon M. Théodule Bourguinet, *bro* ne désignerait que les aiguilles de mélèze ou de sapin, *ester* désignerait ces aiguilles, mais en plus la mousse des forêts.

<sup>9</sup> Traduction française de 1725 : « ou treit ». — W. Gerster, *op. cit.*, p. 66 : *trit*, *trait* : outillage nécessaire pour atteler une bête ; — Ph.-S. Bridel, *Glossaire du patois de la Suisse romande*, Lausanne, 1866, dans *Mémoires et Documents publiés par la Société d'histoire de la Suisse romande*, 1<sup>re</sup> série, t. 21, p. 377, *trai* : trait, courroie, sangle qui attache une bête de somme à sa charge.

<sup>10</sup> *Tachoz* : cf. Ph.-S. Bridel, *op. cit.*, p. 365 : *tatzcho*, *tatso*, tâche, ouvrage prescrit pour tel prix. — M. le Professeur P. Aebischer, à Lausanne, que nous remercions ici de son aimable communication, entend plus exactement par là « un ouvrage confié à quelqu'un à un prix fixé par anticipation ».

dorum pro quolibet animali dicte communitati solvendorum, excepto boves quos unus abduceret ad castrandum et alia animalia que etiam unus abduceret pro evidenti necessitate.

Sexto actum est quod nemo dimittat nec dimittere presumat suum jumentum, equum, equam, mulum nec asinum in dicta communitate extra de nocte, sub pena trium solidorum pro quolibet jumento dicte communitati solvendorum.

Septimo quod nemo tempore *presiae*<sup>11</sup> dimittat prementionata jumenta in die in pascuis communibus dicte communitatis nisi prius ligato capistro<sup>12</sup> in tibia juxta jenu ad longitudinem unius cubitalis pugno clauso etiam sub pena trium solidorum.

Octavo actum est quod nemo depascat, uti neque gaudere audeat nec presumat bonis communibus nec pascuis dicte communitatis nisi tantum quantum potest hyemare sive hybernare penes dictam communitatem, scilicet pro quolibet mense quo hybernaverit cum suis animalibus possit depascere et frui pascuis communibus ipsius communitatis per spatium triginta dierum, decem scilicet in vernali tempore et decem dies in æstate et decem in autumpno. Et si quis depasceret ultra premissa pro qualibet bestia non tantum hybernata, debeat dare dicte communitati quinque solidos.

Nono actum est quod quando unus abscondet unam plantam et eam dimittit juxta truncum sive stirpem absque remotione per spatium unius anni et sex hebdomadarum, quod tunc unus talliabilium possit accipere dictam plantam sine dampno, injuria nec contradictione.

Decimo actum est quod nemo conducat nec ducere presumat nullas oves nec capras per pascua communia dicte communitatis ubi vacce possunt ire licite et sine discrimine, et nisi ubi olim consuetum est et quando unus ducet ipsas oves sive capras ad predicta pascua, ubi non possunt ire vacce, transendo per pascua vaccarum et aliorum armentorum, quod tunc duci debeant festinanter et breviori modo quo duci poterunt sub pena viginti solidorum dicte communitati, per quemlibet contrafacientem solvendorum.

Undecimo quod nemo dimittat ire oves nec capras per prata dicte communitatis in nullo tempore anni sub pena viginti solidorum dicte communitati per quemlibet contrafacientem solvendorum.

Duodecimo quod nemo ire suos porcos per prata dicte communitatis dimittat nisi interim quo alia animalia<sup>13</sup> eunt per dicta prata, sub pena quinque solidorum dicte communitati per quemlibet contrafacientem solvendorum.

<sup>11</sup> *Presia*: traduction française de 1725: « temps de prise ou récolte ». — Sur le terme *prise*, cf. Ph.-S. Bridel, *op. cit.*, p. 305 et W. Gerster, *op. cit.*, p. 57.

<sup>12</sup> *Capistrum*: traduction française de 1725: « sans qu'ils soient liés par la tête et au genou de la longueur d'une coudée à poing clos ». — « Par la tête » provient sans doute d'une mauvaise interprétation du mot *capistrum* qui, il est vrai, désigne également la muselière. Sur ce terme, cf. Ph.-S. Bridel, *op. cit.*, p. 394, *tsévéro*, lien pour attacher à la crèche les vaches, les chevaux (en français: che-vêtre). (Communication de M. P. Aebischer.)

<sup>13</sup> On ne sait s'il faut lire « animalia » ou « armalia ». Le traducteur de 1725 a lu *armalia*, car il écrit: « que personne ne laisse aller les gros cochons par les

Decimo tertio actum est quod prata dicte communitatis debeant esse bampnita et in bampnum posita a quatuor diebus in fine mensis aprilis usque ad quatuor dies post festum divi Michaelis Archangeli.

Decimo quarto actum est quod procuratores dicte communitatis debeant et teneantur die dominica post festum Marie Magdalenes assignare homines dicte communitatis qui tunc imponant bampnum secundum temporale.

Decimo quinto quod nemo audeat facere calcem in dicta communitate nisi evidens et manifestum sit ipsum indigere, sub pena novem florenorum per quemlibet contrafacientem dicte communitati solvendum.

Decimo sexto quod nullus vendat calcem factam intra dictam communitatem. Et si quis vendiderit, pro qualibet onerata vendita alicui talliabilium, debeat dare decem solidos. Et si quis vendiderit alicui qui non fuerit talliabilis pro qualibet onerata equi teneatur expedire dicte communitati viginti solidos.

Decimo septimo actum est quod dicti talliabilis dicte communitatis debeant instituire et ponere custodes, qui custodes debeant accipere et vadiare animalia pertinentia illis qui non fuerint ex valle Anivisii; et illis qui non fuerint talliabilis depascentia pascua dicte communitatis nec illis reddere neque dimittere prius dederint sufficientem fidejussorem vallis Anivisii, pro satisfacienda injuria ac dampno.

Decimo octavo actum est quod ille qui non habet nisi unam falcatam<sup>14</sup> prati intra dictam communitatem quod ille non talliari debet et hoc tenore antiquarum regularum.

Decimo nono actum est quod omnes talliabilis dicte communitatis debeant et teneantur principalis scilicet sive caput domus venire operatum in dicta communitate die post festum divi Bartholomei; et ea die quilibet talliabilium debeat se dimittere reperire ante sacellum divi Bartholomei mane

---

prés de la dite communauté, sinon dans le temps qu'il sera permis aux armailles d'aller par les dits prés, sur peine de cinq sols.» — Sur l'expression *armaille*, cf. Ph.-S. Bridel, *op. cit.*, p. 17 : vaches, pièces de bétail; — W. Gerster, *op. cit.*, p. 25 : pièce de gros bétail. L'expression était donc connue dans le centre du Valais.

<sup>14</sup> *Falcata* : fauchée ou seiteur, se définit : « *quod fœnisea per diem secare et falcare possit* » (Archives bourgeoises de Viège, document A 391, ca. 1623, c'est-à-dire : ce qu'un faucheur peut couper en une journée. L'expression allemande est : *Mamath* (W. Kämpfen, *Ein Bürgerrechtsstreit im Wallis...*, Zurich, 1942, p. 19, note 4 : cet auteur estime la fauchée à 800 toises, soit 2800 m<sup>2</sup>, et E. Jacky, *op. cit.*, p. 33, note 1, évalue aussi le seiteur à 800 toises, soit 3040 m<sup>2</sup>). Il est malaisé d'évaluer exactement à quoi correspondait, avant le XIXe siècle, une fauchée. Et cette mesure semble avoir varié encore avec les lieux : selon un document de 1793 (AV, L 128, p. 156) l'ancienne fauchée était de 600 toises, et aurait été, à la fin du XVIIIe siècle, de 900 toises en montagne et de 800 en plaine. Les archives communales d'Hérémence (Pg. 38 et 39) confirment bien qu'en montagne la fauchée valait 900 toises. Les statuts de Zinal de 1903, en exigeant une surface de 900 toises (Mariétan, p. 53, art. 2), ne semblent donc rien faire d'autre que de reprendre la disposition de l'art. 18 de 1571, qui exige une fauchée.

Observons encore que cette mesure ne devait pas avoir une précision géométrique : ainsi, dans un acte de 1764 (AV 107, fonds Du Fay-de Lavallaz, No 36), une demi-fauchée de pré à Sion est dite égale à 485 toises. Un autre document de 1768 attribue aux fauchées une valeur très variable et approximative (AV, fonds ATN, 49, fasc. 1, No 113).

cum sol erit et radiis illustret fundum prati du Schappey. Quod si tunc non adfuerit, inde non debeant recipi sed vadiari possint, quilibet non veniens operatum tribus solidis.

Vigessimo, actum extitit quod nemo qui depasceret in die in dicta communitate non debeat ducere de nocte sive sero sua animalia extra dictam communitatem sub pena viginti solidorum per quemlibet contrafacientem solvendorum.

Vigesimo primo actum est quod quando aliquis Annivisiensium emet bona in dicta communitate et venerit de novo scilicet si non prius habuerit bona in dicta communitate prius quam utatur ipsis bonis per ipsum emptis debeat se presentare ipsi communitati sive talliabilibus sub bampno decem solidorum.

Vigessimo secundo, actum extitit quod ubi in premissis et tenore premissorum due tertie partes hominum dicte communitatis fuerint unanimes aliquid peragendi, alia tertia pars debeat consentire et annuere cum ipsis et ad hoc compelli possit.

Vigessimo tertio et ultimo actum est non obstante tertio articulo sive tertia regula quod quando unus vellet ducere aliquam petiam ligni ad runcinam<sup>15</sup> ad ædificandum sive alibi utendum in dicta communitate de Chinal, tunc debeat prius facere visitare procuratoribus ipsius communitatis et deinde postquam introduxerit cursum in dictam communitatem debeat et teneatur rursus facere visitare eisdem procuratoribus. Quod si non fecerit tenore ipsius tertii articuli sive regule puniri possit.

Et ita arrestum et conclusum fuit per prenomatos probos viros non addito verbo vel remoto, sed vera substantia remanente integra. Promittentes insuper prenominati homines dicte communitatis nominibus et laudibus premissis pro se et eorum heredibus et successoribus quibuscumque eorum juramentis ipsis corporaliter prestitis et sub obligatione omnium bonorum suorum quorumcumque premissis arrestis et statutionibus subire et subjici, nec non omnia et quecumque premissa habere et perpetue observare rata, grata, firma et vallida, et non contrafacere, dicere, venire seu opponere per se nec per aliam interpositam personam quovismodo, deinceps neque cuiquam contraire presumendi in aliquo consensum dare aliqua ratione, cauthela vel machinatione de jure vel facto renunciando omnibus usibus, juribus et consuetudinibus quibus presens actus infringi posset, nisi homines totius communitatis omnes unanimes in futurum aliquid addendum vel minuendum esse vellent secundum statum temporis docentem, in quantum unanimes omnes viderentur.

---

<sup>15</sup> *Runcina* signifie « rabot » en latin classique. La traduction de 1725 rend ce mot par « à la Sie (ou Reischaz) », et il semble bien qu'il faut entendre par *runcina* une sorte de scie, peut-être mue à l'eau. En Valais, le terme désignant la scie était « rassy » (en 1563 : AV 96, No 46, à Martigny) ou « rassia » (« *serra vulgariter rassia* » : AV, fonds ATL, *collectanea*, t. 8, 2e partie, No 75, sans date, région de la Dranse. Pour la région de Monthey, AV 80, No 184 (en 1578) et AV 92, No 58, en 1566). Le terme « *rassia* » ou « *reischaz* » n'a pas la même origine que « *runcina* » (communication de M. P. Aebischer). Cf. Ph.-S. Bridel, *op. cit.*, p. 322, *Reissa*, *ressa* : scie, scierie, et W. Gerster, *op. cit.*, p. 60.

De quibus premissis mihi notario subsignato preceptum fuit unum publicum vel plura si opus sit fieri instrumenta et testes apponi qui sic vocantur : viri honesti Anthonius Fabri <sup>16</sup> olim saltherus Annivisii, Jacobus Burguiner <sup>17</sup> de Grimeinchy, Petrus Chatellar <sup>18</sup>, et ego Johannes Sapiens <sup>19</sup> auctoritate imperiali notarius publicus omniumque curiarum patrie Vallesii juratus, qui dum premissa ita fierent et agerentur presens interfui eaque sic fieri vidi et audiui et hoc presens publicum instrumentum rogatus recepi et fideliter ingrossavi, meque subsignavi signeto meo in talibus apponi solitis, in robur et testimonium premissorum omnium. Actum Annivisii die octava mensis decembris, anno Domini millesimo quingentesimo septuagesimo primo.

(Signet de) Johannes Sapiens, notarius.

---

<sup>16</sup> Voir notre note No 1 ci-dessus.

<sup>17</sup> Sur le patronymique Bourguinet, v. *Armorial val.*, p. 41.

<sup>18</sup> Ce patronymique a disparu d'Anniviers ; on le trouvait au moyen âge dans le Valais central : un document de 1310 atteste son existence à Anniviers (J. Gremaud, *Documents relatifs à l'histoire du Vallais*, dans *Mém. et Doc. publ. par la Soc. d'histoire de la Suisse romande*, T. XXXI, p. 197, No 1319 (« Martini doul Chastelar »).

<sup>19</sup> Il faut certainement distinguer ce notaire Jean Savioz de son homonyme mentionné dans le préambule parmi les « probes hommes » désignés pour rédiger ces statuts (cf. notre note 2 ci-dessus).

## ANNEXE II

### Documents relatifs à la chapelle de Zinal (1787-1792)

(Archives de la commune d'Ayer-Mission, D 12).

- 1) « Conversion de la procession annuelle de la St-Barthélemy et de la distribution qui s'y faisait à ceux qui y prenaient part ; conversion, dis-je, de tout cela en 3 messe fondées (chaque messe aura pour honoraires 12 batz et un dîner, ou 20 batz sans dîner). »

Reverendissime, illustrissime ac celsissime princeps, domine, domine benignissime, etc.

Si locus de Chinal ad meridiem vallis Annivisii situs (ubi vel in hyeme morantur quadraginta supra centum familiæ) sit revera amœnissimus, amplissimus, pasturagio uberrimus quam pluribus fructiferis montibus splendeat condecoratus ; eo magis incolæ hujus foelicis territorii sapientibus optimæ disciplinæ institutis vigeant, ac diligentiori veræ religionis cultu ad majorem laudem, et gloriam Dei exsurgant, oporteret, hinc est quod pii patroni et consortes sacelli vel potius oratorii divi Bartholomæi Apostoli ibidem ædificati quam humillime rogent illustrissimam paternitatem vestram quatenus reverendissimo in Christo patri placeret quosdam et omnes redditus annuos aut pia legata annuatim die sancti Bartholomæi distribui solitos processionem concomitantibus convertere ad meliores usus utilioremq; finem transferendo processionem nimis longinquam ad locum magis aptum, absque expensis, ac omnibus antiquitatis deinceps sumptibus his frustatoriis ad fundandas (jam prorsus nulla existat fundatio in loco tam amplo) missas, ad restaurandum et melius sacellum manutenendum, denique facto de omnibus proventibus calculo, si quid restaret pro viribus et rerum adjunctio implorando brachium subsidiarium piorum benefactorum ad instituendum saltem per hiemem aliquem qui otiosam juventutem necessariis christianæ religionis instructionibus imbueret, ad bonos mores erudiret, ac de primis litterarum elementis informaret. Quæ si Deo auxiliante, gratiosoque principe, suum optatum consequerentur effectum, quanta multiplicis fructus seges consurgeret ? Quantum moribundis solatium ? Quantum sanis gaudium ? Quantum neglectæ juventutis commodum ? Quæ tempus alias deperditum suæ educationi et saluti impenderet ? Quantus denique cumulus jungendus cumulo notissimarum virtutum ? Quibus lucet alium cumen tanti favoris, erit dubio procul, quod non solum hi pauperes supplicantes, sed omnes inhabitantes hujus loci continuo orent ut celsitudo vestra in æternum luceat, quæ his in terris, ac obscuris accolis honorem divinam exaltat, ægros Deo conciliat, incolumnes ad Deum excitat, juvenes probos et christianos efficit, his itaque motivis impulsivis, ac causis patrocinantibus liceat supplicantibus iterum atque iterum se quam devotissime commendare pro gratia superius petita sibi concedenda profundissima cum veneratione.

**2) « Concession d'une messe le jour des SS. Pierre et Paul et de la Visitation de la Vierge Marie, 1787, Zen Ruffinen, évêque de Sion. »**

Nos Franciscus Melchior Zen Ruffinen, divina providentia et sanctæ apostolicæ sedis autoritate episcopus sedunensis, comes et præfectus utriusque Vallesiæ, sacri romani imperii princeps, etc.

Queis supra exoratis petitionibus et motivis auditis et perpendenda rite pensatis, supplicationem præfatorum instantium sub conditionibus infra scriptis admittendam censuimus videlicet ut sacellum et universa paramenta debito in statu constituentur et manuteneantur ;

2º ut nisi dicti consortes cum reverendo parochio ratione stipendii trium mensurarum annualium conveniant, stipendium cujusvis sacri regulatur ad duodecim bazeos cum prandio, absque prandio vero ad viginti bazeos.

3º denique tempore inalpeationis concedimus ut absque præjudicio officiorum parochialium sacrum ibidem die festo sanctorum Petri et Pauli vel festo Visitationis Beatissime Virginis Mariæ celebrari possit.

Quod sacellum per consortes ibidem existentes manutenere se submisere. In quorum præmissorum testimonium has concessimus ex Tusculo nostro supra Vex die 11a. mensis augusti 1787 per secretarium nostrum curialem præsentibus subscripsi curavimus.

(*Sceau de l'évêque*) (*signé :*) Lamont secretarius curialis.

**3) « Conversion des dîmes de vin, de fromage et de seigle en 26 coronats pour chaque fischelin et pour 10 livres de fromage de montagne et en 120 livres pour les 2 setiers de vin (1792, successeur de Zen Ruffinen). »**

Nos Josephus Antonius Dei et apostolicæ sedis gratia episcopus sedunensis, sacri romani imperii princeps, utriusque Vallesiæ comes et præfectus, etc.

Præmissam ordinationem reverendissimi ac illustrissimi nostri prædecessoris supra concessam confirmamus et ratificamus, iisdem motivis ad majorem Dei gloriam tendentibus. Cum pii donatores nihil aliud quam ejusdem gloriæ propagationem intenderint, cum nihil Deo acceptabilius nihilque gloriosius sit quam sanctissimæ missæ sacrificium, nihilque piis animabus optabilius, quam expeditior in urgentibus necessitatibus administratio sacramentorum, quæ absque sacello difficillima parochio et remotissimam ægris esset : hæcque ut facilius suum optatum finem consequantur concedimus redemptionem reddituum annualium ejusdem sacelli omnium nempe ad præteritum et rationem viginti sex coronatorum pro quolibet fischellino siliginis et ad legem parem pro decem librarum casei montani et pro duobus sextariis vini ad rationem centi et viginti librarum, de quibus redemptionis summis prætractæ branchiæ respondebunt et cavebunt sub beneficiis juris liquidioribus in favorem hujus dispositionis salva meliore dispositione ad majus commodum causarum piarum. Datum Seduni, sub sigillo nostro ac propria manu subscriptione, die nona decembris 1792.

(*Sceau de l'évêque J.-A. Blatter*) (*signé :*) Jos. Ant. episcopus sedunensis.  
— Jos. Valleran a sacris.

## ANNEXE III

### Additions de 1708 aux statuts de 1571

(Archives communales d'Ayer, A 13).

L'année du Seigneur courante 1708 et le dernier jour du mois de juin, à Vissoie, sur le château, en vertu et en vigueur de la troisième assignation faite par devant moi notaire public et des témoins ci-bas nommés sont personnellement comparus les honnêtes hommes de la communauté de Zinna, lesquels ont encore adjoint aux précédentes règles comme s'ensuit :

Premièrement, ayant considéré la grande nécessité qui pourrait survenir des ponts aux habitants rière la dite communauté, à cause de la désertation des bois rière les bois ou jours ci-bas nommés <sup>1</sup>, à savoir une jour (ou bois) au Vernec touchant le Collieour <sup>2</sup> qui passe par les prés de l'officier Julliet vers le midi, le Collieour du Désert de vers la minuit par damon <sup>3</sup>, et par dessous comme va la dite jour. L'autre des bois ou jours, y Mambersée et Cottier touchant les prés dy Defisiar vers le midi, le Collieour de la Chapella vers la minuit par damon, et par dessous comme est la dite jour ou bois, et chacun qui coupera dans les dits bois il sera châtié par la communauté de 10 livres pour chaque plante. Item le troisième bois ou jour situé (.....) <sup>4</sup> touchant le Collieour du Prayet du Barmée (...) le torrent du Barmée devers la minuit par (damon ?) et par dessous comme est le dit bois ou jour <sup>5</sup>.

Secondement, il a été ordonné que si quelqu'un voulait vendre des biens rière la dite communauté, qu'il soit obligé de présenter premièrement à la communauté sur peine de 10 livres appliquées à la dite communauté, si les vend dehors, sans avoir premièrement présenté comme ci-dessus.

Troisièmement il a été fait que les pâtiars ou pâturages de la dite communauté comme doivent être en ban depuis le ban des montagnes à tout le moins 10 jours.

Ainsi ont promis les dits comuniers unanimement par leurs serments corporels et sous obligation de tous leurs biens de vouloir tenir toutes les précédentes règles firmes et valides et de ne contrevenir ni faire à l'encontre à l'avenir. Fait en présence des honnêtes Pierre Maschiz et Georges Salamin marchand, témoins à ceci requis et de Pierre Savioz notaire <sup>6</sup>.

<sup>1</sup> Jur, Jor, zor, grande forêt (cf. Bridel, *op. cit.*, p. 207). — Le chemin de Zinal traverse deux fois la Navisence et un assez grand nombre de torrents latéraux. — Les statuts de 1903 désignent les ponts de Singlinaz, de Pralong et du Motec (art. 16, Mariétan, p. 55).

<sup>2</sup> Sur ce terme, cf. Jaccard, *op. cit.*, p. 99, Colluaire, couloir, et J. Guex, *La montagne et ses noms*, Lausanne, 1946, p. 141 : Cholyoré = couloir, ravin. — Ce nom semble encore désigner en Valais les dévalloirs.

<sup>3</sup> C'est-à-dire : au nord en amont.

<sup>4</sup> Le papier ayant été partiellement détruit, trois passages de ce texte ont disparu.

<sup>5</sup> Sur ces trois forêts, comparer les statuts de 1903, art. 42, Mariétan, p. 59.

<sup>6</sup> La famille Massy est bourgeoise de St-Jean (*Noms patronymiques*, *op. cit.*, p. 55). — Sur la famille Salamin, v. *Armorial valaisan*, p. 228, et sur la famille Savioz voir notre annexe No, I, note 2.